

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 1 september 2024;

Op voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het koninklijk besluit van 21 juli 2016 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling is afgeschaft.

**Art. 2.** Het huishoudelijk reglement van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, zoals vastgesteld door deze Raad op 8 maart 2024 en gevoegd als bijlage bij dit besluit, is goedgekeurd.

**Art. 3.** Dit besluit treedt heden in werking.

**Art. 4.** De minister bevoegd voor Duurzame Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 september 2024.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Duurzame Ontwikkeling,  
Z. KHATTABI

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1<sup>er</sup> septembre 2024 ;

Sur la proposition de la Ministre du Développement durable et sur l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté royal du 21 juillet 2016 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil fédéral du Développement durable est abrogé.

**Art. 2.** Le règlement d'ordre intérieur du Conseil fédéral du Développement durable, tel qu'arrêté par ce Conseil le 8 mars 2024 et annexé au présent arrêté, est approuvé.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur ce jour.

**Art. 4.** La ministre qui a le Développement durable dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> septembre 2024.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre du Développement durable,  
Z. KHATTABI

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/008105]

16 MAI 2024. — Décret relatif à l'éducation aux médias (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE I<sup>er</sup> — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° Éducation aux médias : l'ensemble des pratiques éducatives visant le développement des connaissances, des compétences et des usages médiatiques de leurs bénéficiaires, enfants, jeunes et adultes, dans le but de rendre ceux-ci actifs, autonomes, critiques, réflexifs, créatifs et solidaires dans leur utilisation des médias. Elle rend ainsi ses bénéficiaires aptes à faire usage des médias en tant que destinataires, usagers, créateurs ou contributeurs, tout au long de leur vie.

Elle porte sur :

- les contenus médiatiques et les langages (écrits, sonores, visuels, multimodaux) ainsi que les formes et les genres qu'ils mobilisent ;
- les contextes de production, de diffusion et de réception des médias dans leurs dimensions sociales, économiques et culturelles ;
- le fonctionnement technique des outils, dispositifs et plateformes médiatiques et leurs enjeux.

Elle concerne toutes les formes de communication médiatisée, publiques ou privées, informatives, persuasives, divertissantes, ludiques, culturelles ou sociales ;

2° Conseil supérieur : le Conseil supérieur de l'Éducation aux médias, instauré par le titre II du présent décret ;

3° Centre de ressources : les centres de ressources instaurés par le titre III du présent décret ;

4° Direction d'appui : la Direction d'appui du Conseil supérieur de l'Éducation aux médias, instaurée par le présent décret au sein des services de Gouvernement de la Communauté française ;

5° Commission de pilotage : la Commission de pilotage de l'Enseignement fondamental et secondaire définie à l'article 1.6.1-1 du Code de l'Enseignement fondamental et secondaire.

**Art. 2.** Le présent décret vise à atteindre les objectifs généraux suivants :

1. Développer et renforcer les connaissances, compétences et pratiques médiatiques des citoyens de la Fédération Wallonie-Bruxelles à chaque stade de leur vie, dans le but de les rendre actifs, autonomes, critiques, réflexifs, créatifs et solidaires dans leurs usages des médias ;

2. Structurer la façon dont les acteurs et actrices de l'éducation aux médias, et ceux et celles concernés par ses enjeux, se concertent et agissent afin, notamment, de développer des outils et des activités, conseiller, promouvoir, sensibiliser à l'éducation aux médias, ou l'évaluer ;

3. Soutenir et promouvoir les acteurs de l'éducation aux médias ainsi que les dispositions, opérations et projets répondant, de façon adaptée, aux enjeux de l'éducation aux médias, en prenant en compte la diversité des publics concernés ;

4. Favoriser l'innovation et l'émergence de nouveaux opérateurs et de nouvelles pratiques adaptées aux enjeux de l'éducation aux médias ;

5. Développer l'esprit critique et lutter contre la désinformation, prendre en compte notamment les effets du numérique sur la citoyenneté, les relations interpersonnelles qui en découlent, l'impact écologique de l'utilisation du numérique, l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée et l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'éducation aux médias à des fins d'émancipation et de participation à une société durable et solidaire.

## TITRE II — *DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS*

### CHAPITRE 1<sup>er</sup> — *Du Conseil supérieur de l'Éducation aux médias et de ses missions*

**Art. 3.** Il est institué un Conseil supérieur de l'Éducation aux médias.

**Art. 4.** Le Conseil supérieur a pour missions :

1° de formuler, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, tout avis et proposition sur la politique et les priorités en matière d'éducation aux médias ainsi que sur les initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés ou réalisés en la matière.

Le Gouvernement de la Communauté française a l'obligation de recueillir l'avis du Conseil supérieur préalablement à l'adoption de toute mesure décrétable en matière d'éducation aux médias.

Sauf si une disposition décrétable ou réglementaire en dispose autrement, les avis préalables sont rendus dans un délai maximum de deux mois calendrier à compter de la notification de la demande d'avis. En cas d'urgence motivée, le délai est ramené à 30 jours ;

2° de promouvoir l'éducation aux médias et de favoriser l'échange d'informations et la coopération entre tous les acteurs et organismes concernés par l'éducation aux médias en Communauté française.

Le Conseil supérieur est notamment chargé de stimuler et d'articuler entre eux les initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations susceptibles de promouvoir l'éducation aux médias et de garantir leur cohérence avec l'ensemble des normes en vigueur en Communauté française.

Dans ce cadre, le Conseil supérieur développe de manière privilégiée avec les Centres de ressources visés aux articles 13 et 20 des campagnes et des outils de sensibilisation relatifs à l'éducation aux médias à destination des publics scolaires et non scolaires et apporte son concours aux initiatives menées en la matière en Communauté française telles que celles visées au Titre IV.

Le Conseil supérieur organise au moins un événement annuel à destination principalement des professionnels du secteur. Cet événement peut prendre la forme de rencontres, de colloques ou de conférences.

Le Conseil supérieur organise annuellement une semaine de sensibilisation et de promotion consacrée à l'éducation aux médias en communiquant et en proposant des animations a minima dans les écoles et les lieux relevant du secteur de la jeunesse et de l'enfance ;

3° de tenir un inventaire permanent des initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés ou réalisés en matière d'éducation aux médias en Belgique et à l'étranger et de le mettre à disposition des publics ;

4° de communiquer sur ses missions et de veiller à une mise à disposition d'informations à destination des différents publics concernés.

À ces fins, le Conseil supérieur tient à jour un site Internet ;

5° d'évaluer régulièrement les besoins en matière d'éducation aux médias et l'adéquation des initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés ou réalisés en matière d'éducation aux médias avec ces besoins et les publics concernés ;

6° de favoriser et d'aider à l'intégration de l'éducation aux médias dans les programmes d'éducation et de formation.

Le Conseil supérieur fournit des avis, publie des ressources pédagogiques dans le respect de l'autonomie pédagogique des pouvoirs organisateurs et de leurs établissements, et formule des propositions visant particulièrement à ce que cette intégration soit effective :

- a) dans les programmes d'études conformément à l'article 1.4.1-3 du Code de l'Enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. À cette fin, le Conseil supérieur peut conseiller les pouvoirs organisateurs en matière d'éducation aux médias ;
- b) dans les programmes de formation non scolaires à destination des jeunes et des adultes, notamment dans le cadre de l'éducation permanente ainsi que des organisations de jeunesse et des centres de jeunes ;
- c) dans les programmes de formation initiale à destination des futurs enseignants, conformément à l'article 5 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants ;
- d) le Conseil supérieur fournit d'initiative ou à la demande une liste des besoins en éducation aux médias en matière de formation professionnelle continue auprès du Conseil de la formation professionnelle continue visé à l'article 6.1.5-5 du Code de l'Enseignement fondamental et secondaire ;

7° de formuler un avis motivé sur chaque projet de radio d'école établi en Communauté française conformément à l'article 3.1.3-12, § 1<sup>er</sup>, du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos ;

8° de formuler un avis motivé dans le cadre de l'article 9, alinéa 2, du décret du 31 mars 2004 relatif aux aides attribuées à la presse quotidienne écrite francophone et au développement d'initiatives de la presse quotidienne écrite francophone en milieu scolaire ;

9° de formuler, à la demande de la Commission de pilotage ou de la commission créée à l'article 1.7.3-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, un avis motivé sur un manuel scolaire, un logiciel scolaire ou un outil pédagogique relatif directement ou indirectement à l'éducation aux médias ;

10° de remettre un avis au Gouvernement de la Communauté française sur l'exécution des missions des centres de ressources conformément aux articles 16 et 23 ;

11° de remettre un avis au Gouvernement de la Communauté française sur les initiatives particulières en éducation aux médias visées aux articles 25 à 29 ;

12° de remettre annuellement un rapport au Gouvernement qui comprend notamment :

- a) une synthèse relative à ses activités et à l'exécution de ses missions durant l'année écoulée ;
- b) une synthèse relative aux activités et à l'opérationnalisation durant l'année qui précède de la mission de chaque Centre de ressources visé au Titre III ;
- c) une synthèse relative à la mise en œuvre de chacune des initiatives visées au Titre IV ;
- d) un programme d'activités pour l'année suivante ;
- e) un bilan financier et un budget prévisionnel pour l'année suivante.

Sur base de l'examen du rapport, le Gouvernement peut formuler au Conseil supérieur des recommandations.

Le Gouvernement transmet au Parlement le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE II — *De la composition du Conseil supérieur*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil supérieur est composé de membres siégeant avec voix délibérative et de membres siégeant avec voix consultative. Ils sont désignés par le Gouvernement, sur proposition de la Direction d'appui.

Les membres siégeant avec voix délibérative doivent justifier d'une expérience en éducation aux médias, ou, à défaut, dans le secteur des médias ou dans le secteur de l'enseignement et justifier d'un intérêt pour la matière.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les candidats visés aux points *m)*, *n)*, *o)*, *p)*, *t)* et *u)* du paragraphe 2 ne doivent justifier que d'un intérêt pour la matière.

Le Conseil supérieur désigne, parmi ses membres siégeant avec voix délibérative, un Président et un Vice-Président. Ces derniers justifient d'une expérience telle que mentionnée à l'alinéa 2.

§ 2. Les membres suivants siègent avec voix délibérative :

- a) quatre membres experts en éducation aux médias, choisis parmi les universités ou les hautes écoles de la Communauté française et dont au moins un est issu d'une haute école et au moins un est issu d'une université, sur proposition de l'instance visée par l'article 20 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;
- b) un membre désigné par l'association la plus représentative de la profession de journaliste, visée à l'article 1<sup>er</sup>, 14°, du décret du 31 mars 2004 relatif aux aides attribuées à la presse quotidienne écrite francophone et au développement d'initiatives de la presse quotidienne écrite francophone en milieu scolaire, sur proposition de celle-ci ;
- c) un membre désigné par l'association la plus représentative des éditeurs de la presse écrite francophone, visée à l'article 1<sup>er</sup>, 11°, du décret du 31 mars 2004 relatif aux aides attribuées à la presse quotidienne écrite francophone et au développement d'initiatives de la presse quotidienne écrite francophone en milieu scolaire, sur proposition de celle-ci ;
- d) un membre désigné par l'instance visée par le décret du 30 avril 2009 réglant les conditions de reconnaissance et de subventionnement d'une instance d'autorégulation de la déontologie journalistique, sur proposition de celui-ci ;
- e) quatre membres issus du secteur de la radio et de la télévision dont un désigné sur proposition de la Radio et télévision belge francophone et un sur proposition du Réseau des médias de proximité visé à l'article 3.2.2-3, § 2, du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos ;
- f) un représentant de l'organisme agréé par l'arrêté royal du 7 avril 1971 fixant les conditions d'octroi de subventions à la Médiathèque francophone de Belgique et les conditions d'agrégation et d'octroi de subventions aux organismes régionaux et locaux assurant le prêt de moyens audiovisuels au service de l'éducation permanente, devenu "Point Culture" par modification de ses statuts du 5 juillet 2013, sur proposition de celui-ci ;
- g) un membre issu du secteur du cinéma ;
- h) un membre issu du secteur des plateformes sociales, de partage de vidéo et des nouvelles technologies ;
- i) un représentant du Service général de l'Inspection sur proposition de l'Inspecteur général coordinateur ;
- j) un représentant du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française ;
- k) un représentant de chacun des organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement de la Communauté française conformément à l'article 1.3.1-1, 38°, du Code de l'Enseignement fondamental et secondaire ;
- l) un représentant de chacune des organisations de parents reconnues en vertu de l'article 1.6.6-1, § 1<sup>er</sup>, du Code de l'Enseignement fondamental et secondaire, désigné sur proposition de chacune de celles-ci ;
- m) deux représentants du Forum des jeunes de la Communauté française, instauré par le décret du 3 mai 2019 instaurant un forum des jeunes de la Communauté française, sur proposition de celui-ci ;
- n) deux représentants de la Commission consultative des organisations de jeunesse, au sens de l'article 37 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, sur proposition de celle-ci ;
- o) deux représentants de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes, au sens du Chapitre 1<sup>er</sup> du Titre III du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, sur proposition de celle-ci ;
- p) deux représentants du Conseil supérieur de l'Éducation permanente, au sens du Chapitre IV du décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'Éducation permanente dans le champ de la vie associative, sur proposition de celui-ci ;
- q) un représentant du Conseil supérieur de l'audiovisuel, sur proposition de celui-ci ;
- r) un représentant de chacun des Centres de ressources visés au titre III, sur proposition de chacun d'entre eux ;
- s) un représentant de chacun des opérateurs visés aux articles 25, 26 et 27, sur proposition de chacun d'entre eux, s'ils ne sont pas déjà représentés au sein du Conseil supérieur par ailleurs ;

- t) un représentant de l'Office de la naissance et de l'enfance, sur proposition de celui-ci ;
- u) un représentant du Délégué général aux droits de l'Enfant, sur proposition de celui-ci ;
- v) un représentant du Réseau des professionnels en Centres culturels de la Fédération Wallonie-Bruxelles au sens de l'article 97 du décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels, sur proposition de celui-ci ;
- w) un représentant des Espaces Publics Numériques wallons et bruxellois, sur proposition des organes de coordination de ceux-ci.

Il s'agit d'une configuration maximale. Les catégories pouvant disposer de plus d'un représentant ne doivent pas obligatoirement comprendre le nombre maximum de représentants prévus aux points a) à w).

Le Gouvernement arrête la procédure de désignation des membres visés aux points e), g), h) et j).

Dans le cas visé au point w), la circonstance qu'il n'est pas proposé de représentant est sans incidence sur le fonctionnement du Conseil supérieur et sur la validité de ses actes. Le représentant désigné assiste aux réunions du Conseil supérieur de manière facultative.

§ 3. Un principe d'alternance entre les femmes et les hommes et de parité s'applique à la désignation de la présidence et de la vice-présidence.

Les membres du Conseil supérieur sont formés aux enjeux de diversité et d'égalité. Le Conseil supérieur prend également en compte les enjeux d'égalité et de diversité dans ses travaux.

§ 4. Sur proposition de la Direction d'appui, le Gouvernement établit une liste de réserve composée, si possible, d'au moins un suppléant par profil de membre énuméré au paragraphe 2.

Chaque membre est remplacé temporairement par un suppléant de même profil en cas d'absence ponctuelle.

Chaque membre est remplacé définitivement par un suppléant de même profil en cas de démission ou s'il perd le titre ou la qualité en vertu duquel il a été désigné.

En cas de remplacement définitif, le suppléant exerce le mandat vacant jusqu'à son terme initial.

§ 5. Les membres suivants siègent avec voix consultative :

- a) un représentant de la Direction d'appui du Conseil supérieur ;
- b) un représentant du Secrétariat général de la Communauté française ;
- c) un représentant de l'Administration générale de l'Enseignement ;
- d) un représentant du Service général de l'Audiovisuel et des Médias de la Communauté française ;
- e) un représentant du Service général de l'Éducation permanente et de la Jeunesse ;
- f) un représentant de chacune des organisations représentant les enseignants de la Communauté française et affilié à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du Travail, désigné sur proposition de chacune de celles-ci ;
- g) un représentant de chaque ministre compétent.

§ 6. Le Conseil supérieur peut inviter des experts à assister à ses séances, sans voix délibérative.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La durée du mandat de membre du Conseil supérieur est de cinq ans. Il est renouvelable une fois, y compris le mandat de Président et de Vice-président.

Tout membre dont le mandat a été renouvelé une fois ne peut être désigné pour siéger à nouveau au Conseil supérieur qu'au terme d'une interruption d'une durée équivalente à un mandat, sauf :

- 1° en cas de pénurie constatée par le Gouvernement.
- 2° s'il s'agit d'un membre remplaçant ayant siégé moins de la moitié du premier mandat.

Le Gouvernement arrête les critères pour invoquer une pénurie.

§ 2. Chaque organisation a droit à un seul membre effectif et un seul membre suppléant, en ce compris l'organisation qui entrerait dans plusieurs catégories reprises à l'article 5, §§ 2 et 5, sauf s'il est prévu qu'elle ait plusieurs représentants en vertu de l'article 5, § 2.

§ 3. La qualité de membre du Conseil supérieur avec voix délibérative est incompatible avec celle :

1° de commissaire européen, de membre d'un gouvernement fédéral, régional ou communautaire, de gouverneur de province, de commissaire d'arrondissement, de député provincial, de bourgmestre, d'échevin, de président de conseil communal et de président de centre public d'action sociale ;

2° de membre du cabinet d'un mandataire visé sous 1° ;

3° de membre du Parlement européen, d'une assemblée parlementaire fédérale, régionale ou communautaire, d'un conseil provincial ou communal ;

4° d'un collaborateur d'un mandataire visé sous 3° ;

5° de membre du personnel statutaire ou contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII.

L'incompatibilité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est levée après l'écoulement d'une période équivalente à la durée du mandat prévue à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, après la cessation de l'activité incompatible.

**Art. 7.** § 1. Le Président ou, à défaut, le Vice-président constate la démission des membres du Conseil supérieur ou la perte du titre ou de la qualité en vertu duquel ils ont été désignés.

Est réputé démissionnaire tout membre qui n'assiste pas à trois réunions consécutives sans justifier son absence.

§ 2. Le Gouvernement peut procéder à la démission d'office d'un membre sur proposition de la Direction d'appui, après avis du Conseil supérieur ou à la demande de la majorité des membres du Conseil supérieur, si ce membre ne respecte pas le règlement d'ordre intérieur.

§ 3. Tout membre visé par une procédure de démission ou d'exclusion prévue aux paragraphes 1 et 2 peut demander à être entendu par le Conseil supérieur, en présence, à tout le moins, du membre visé à l'article 5, § 5, a).

CHAPITRE III — *Du fonctionnement du Conseil supérieur*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil supérieur se réunit en séance plénière au moins cinq fois par année civile sur convocation du Président. La convocation contient l'ordre du jour.

Le Conseil supérieur ne délibère valablement et ne prend des décisions qu'en présence de la majorité des membres visés à l'article 5, § 2.

Il prend ses décisions au consensus et à défaut à la majorité absolue sur l'ensemble des membres siégeant avec voix délibérative présents.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, le Président convoque dans les quinze jours ouvrables une nouvelle réunion au cours de laquelle le Conseil supérieur peut délibérer sans être tenu de respecter le quorum visé à l'alinéa 2.

Des notes de minorité peuvent être déposées.

§ 2. Le ou les membres du Conseil supérieur qui seraient directement concernés ou qui exerceraient une fonction de nature à créer un conflit d'intérêts personnel ou fonctionnel par rapport à toute initiative, action, expérience, outil pédagogique, recherche ou évaluation mené ou réalisé en matière d'éducation aux médias et pour lequel le Conseil supérieur entend formuler, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française ou de toute autre instance compétente en vertu d'un décret, un avis ou une proposition, ne peuvent prendre part au processus de délibération et de décision visé au § 1<sup>er</sup> du présent article.

§ 3. Pour les missions visées à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 10° et 11°, le Conseil supérieur met en place un comité d'évaluation composé des membres du Conseil supérieur, dont le Président et le Vice-Président.

Ce comité ne peut être composé de bénéficiaires, directs ou indirects, de l'une des subventions visées aux articles 18, 24, 25, § 4, 26, § 3, 27, § 3, 28, § 1, 29, § 1, et 30, § 5, y compris s'il s'agit du Président ou du Vice-Président.

**Art. 9.** Le Conseil supérieur arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet au Gouvernement pour approbation. Ce règlement d'ordre intérieur précise notamment les conditions dans lesquelles les membres du Conseil supérieur peuvent se faire assister d'un collaborateur lors des séances plénières ou au sein des groupes de travail, les modalités de dépôt d'une ou plusieurs notes de minorité, les modalités de fonctionnement du comité d'évaluation visé à l'article 8, § 3, les modalités liées aux formations et à la prise en compte des enjeux visés à l'article 5, § 3, alinéa 2, ainsi que les modalités de validation et d'exécution des décisions du Conseil supérieur par la Direction d'appui.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement alloue un budget annuel minimum de 153.000 euros, au Conseil supérieur, pour assurer l'exécution de ses missions et son travail.

Ce montant est indexé annuellement sur la base de l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année qui précède.

§ 2. Le Gouvernement détermine les jetons de présence et indemnités de parcours auxquels peuvent prétendre tout ou partie des membres du Conseil supérieur.

Par dérogation à l'alinéa précédent, aucune indemnité ni aucun jeton ne sont accordés aux membres qui représentent leur employeur sur leur temps de travail et dont le salaire et les frais de déplacement sont pris en charge par ce dernier.

CHAPITRE IV — *De la Direction d'appui*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Il est instauré, au sein des services du Gouvernement, une Direction d'appui au Conseil supérieur. Cette Direction est chargée de l'assister dans l'exercice de ses missions, et assure notamment le secrétariat du Conseil supérieur. Elle se charge notamment :

- de mettre en œuvre la communication des actions du Conseil supérieur, en ce compris la mise à jour du site Internet ;
- de suggérer des thématiques de travail au Conseil supérieur ;
- de conseiller le Gouvernement sur tout sujet lié à l'éducation aux médias ;
- d'être le point de contact des opérateurs en éducation aux médias et des citoyennes et citoyens ;
- de suivre les initiatives en éducation aux médias tant au niveau belge qu'au niveau européen.

§ 2. La Direction d'appui est assistée d'au moins trois chargés de mission, détachés des niveaux d'enseignement fondamental et secondaire pour une période de deux ans, renouvelable. Ils sont placés sous l'autorité administrative du Secrétaire général.

§ 3. Les congés pour mission visés au présent article sont accordés conformément à l'article 5 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

**Art. 12.** Le Conseil supérieur et la Direction d'appui peuvent faire appel à des services extérieurs ou à des experts pour les assister dans l'exercice de leurs missions.

TITRE III — *DES CENTRES DE RESSOURCES EN ÉDUCATION AUX MÉDIAS*CHAPITRE I — *Des centres de ressources dévolus à l'Enseignement*

**Art. 13.** Le Gouvernement reconnaît, après avis du Conseil supérieur, au maximum trois Centres de ressources en éducation aux médias en Communauté française, dévolus aux secteurs de l'enseignement.

Ces centres sont reconnus pour une période de cinq ans, renouvelable.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Pour être reconnu comme Centre de ressources, un organisme ou une association doit répondre aux critères suivants :

1° être une personne morale de droit public ou une personne morale sans but lucratif au sens des articles 1:2 et 1:3 Code des sociétés et des associations ;

2° avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

3° justifier d'une expérience et d'une expertise d'au moins cinq ans à la fois dans le secteur des médias, de l'enseignement dans le cadre d'un partenariat avec un groupement reconnu d'établissements scolaires ou, le cas échéant, avec un nombre significatif d'établissements scolaires ou d'enseignement supérieur et de l'éducation aux médias en Communauté française ;

4° présenter la vision globale qu'il a de sa fonction dans le paysage de l'éducation aux médias en Communauté française et proposer un plan quinquennal décrivant les actions et moyens concrets par lesquels il a l'intention d'accomplir la mission visée à l'article 15, et prenant en compte les besoins en éducation aux médias définis par le Conseil supérieur ;

5° prévoir une planification budgétaire des projets qu'il entend mettre en œuvre ;

6° ne pas être reconnu comme Centre de ressources en vertu du Chapitre II.

Le Gouvernement peut préciser les critères visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. La reconnaissance et le renouvellement de la reconnaissance des Centres de ressources s'effectue à la suite d'un appel à candidatures publié sur le site Internet du Conseil supérieur. Le Gouvernement en détermine la procédure.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Chaque Centre de ressources a pour mission de concevoir, de promouvoir, et d'encadrer des initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés ou réalisés en matière d'éducation aux médias en Communauté française, à destination des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé et de l'enseignement supérieur, organisés ou subventionnés par la Communauté française, de leurs équipes pédagogiques et de leurs élèves et étudiants.

Dans ce cadre, chaque Centre de ressources :

1° collabore à la mise en œuvre sur le terrain des décisions du Conseil supérieur pour les matières qui le concernent ;

2° apporte son concours à la formation des formateurs et des opérateurs en éducation aux médias ;

3° apporte son concours à la formation continuée en éducation aux médias en général, notamment celle destinée aux membres du personnel enseignant de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire dans le cadre des normes en vigueur en la matière en Communauté française ;

4° prépare et anime des réunions de travail dans et en dehors des établissements scolaires et apporte son expertise aux équipes pédagogiques, d'initiative ou à la demande, dans le cadre d'un projet pédagogique ou d'une initiative particulière en matière d'éducation aux médias ;

5° apporte son concours à l'organisation et à l'encadrement pédagogique des initiatives visées au Titre IV ;

6° crée et met à disposition gratuitement des ressources et des outils adaptés aux besoins des enseignants.

Les Centres de ressources mettent à la disposition du Conseil supérieur les données, informations et témoignages pertinents dont ils disposent, ceux-ci émanant principalement des établissements scolaires.

§ 2. Chaque Centre de ressources peut passer une convention avec le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française ou avec un ou plusieurs organes de représentation ou de coordination de pouvoirs organisateurs.

§ 3. Chaque Centre de ressources remplit sa mission au bénéfice de tous les établissements scolaires, équipes pédagogiques, élèves et étudiants de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé et de l'enseignement supérieur et de promotion sociale organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, si un Centre de ressources a passé une convention avec le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française ou avec un ou plusieurs organes de représentation ou de coordination des pouvoirs organisateurs, il prête son concours en priorité aux établissements d'enseignement relevant de ce pouvoir organisateur ou de ce ou ces organes ainsi qu'à leurs équipes pédagogiques et leurs élèves. Cette convention n'empêche pas un établissement d'enseignement non lié au pouvoir organisateur de la Communauté française ou non lié avec un ou plusieurs organes de représentation ou de coordination des pouvoirs organisateurs de profiter des missions d'un Centre de ressources.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les Centres de ressources communiquent, au plus tard le 30 juin de chaque année civile, un rapport annuel au Conseil supérieur. Les modalités de ce rapport sont définies par le Conseil supérieur. Il comprend notamment :

a) une présentation détaillée relative à ses activités en matière d'éducation aux médias et à l'opérationnalisation de ses missions durant l'année civile qui précède, démontrant l'adéquation avec les objectifs en matière d'éducation aux médias et de publics visés ;

b) un programme d'activités pour l'année civile qui suit ;

c) un bilan financier et un budget prévisionnel pour l'année civile qui suit.

Dans ce cadre, le Centre de ressources démontre la mise en place d'un processus d'auto-évaluation continu visant à questionner les objectifs poursuivis, la méthodologie suivie pour y parvenir, les personnes impliquées et les résultats obtenus.

§ 2. L'année précédant le terme de la reconnaissance du Centre de ressources, le Conseil supérieur procède à son évaluation au regard de sa gestion, des missions visées à l'article 15 et de l'évolution des besoins en matière d'éducation aux médias.

Le Conseil supérieur évalue les activités des Centres de ressources, notamment au moyen des informations présentées dans les rapports annuels visés au paragraphe 1<sup>er</sup>. Il peut également requérir des documents non visés au paragraphe 1<sup>er</sup> dès lors qu'ils sont liés aux activités pour lesquelles le Centre est subventionné.

Il fournit son analyse au Gouvernement.

§ 3. Sur base de l'évaluation, le Gouvernement décide de procéder ou non au renouvellement de la reconnaissance.

§ 4. Le Gouvernement peut fixer des règles de procédure complémentaires aux principes fixés aux paragraphes 1 à 3.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Un chargé de mission est affecté à chaque Centre de ressources. Des chargés de missions supplémentaires peuvent être affectés à chaque Centre.

§ 2. Chaque chargé de mission visé au présent article bénéficie d'un congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement pour une période de deux ans, renouvelable.

Il est chargé, sous la responsabilité du responsable du Centre de ressources, de la mise en œuvre des missions dévolues à ce Centre.

§ 3. Les congés pour mission visés au présent article sont accordés conformément à l'article 6 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

**Art. 18.** Un montant minimum de 317.000 euros est consacré annuellement au financement des Centres de ressources. Il comprend des frais de fonctionnement, les rémunérations de chaque chargé de mission et les rémunérations de personnels complémentaires. Le gouvernement précise le cas échéant la nature des dépenses admissibles à ce financement.

Ce montant est indexé annuellement sur la base de l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année qui précède.

Un tiers de ce budget est alloué à chaque Centre de ressources en garantissant aux Centres ayant passé une convention tel qu'évoqué à l'article 15, § 2, qu'ils reçoivent une fraction de ce tiers proportionnelle au nombre d'élèves fréquentant des établissements scolaires dépendant du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française ou dépendant d'un pouvoir organisateur ayant conventionné soit avec le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française, soit avec un des organes de représentation ou de coordination.

#### CHAPITRE II — *Des Centres de ressources dévolus au secteur associatif*

**Art. 19.** Pour l'application du présent chapitre, on entend par " secteur associatif », notamment les secteurs suivants : l'éducation permanente, les centres culturels, les centres d'expression et de créativité, les organisations de jeunesse et les centres de jeunes, la lecture publique, les ateliers de production, la cohésion sociale, les radios associatives, la formation professionnelle, ou l'accueil extrascolaire.

**Art. 20.** Le Gouvernement reconnaît, après avis du Conseil supérieur, au maximum trois Centres de ressources en éducation aux médias en Communauté française dévolus à l'ensemble ou à une partie du secteur associatif. Le Gouvernement peut en préciser l'organisation. La dévolution d'un Centre de ressources à une partie du secteur associatif n'empêche pas un autre secteur associatif de profiter des missions de ce Centre de ressources si un Centre de ressources n'est pas encore dévolu à ce secteur.

Ces centres sont reconnus pour une période de cinq ans, renouvelable.

**Art. 21.** Pour être reconnu, le Centre de ressources dévolu au monde associatif doit répondre aux critères suivants :

- 1° être une personne morale sans but lucratif au sens des articles 1:2 et 1:3 du Code des sociétés et des associations ;
- 2° avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 3° disposer d'une reconnaissance ou d'un agrément ou justifier d'une expérience d'au moins cinq ans et d'une expertise d'appui à, au moins l'un des secteurs suivants : l'éducation permanente, les centres culturels, les centres d'expression et de créativité, les organisations de jeunesse et les centres de jeunes, la lecture publique, les ateliers de production, la cohésion sociale, les radios associatives, la formation professionnelle ou l'accueil extrascolaire ;
- 4° être actif dans le domaine de l'éducation aux médias depuis au moins cinq ans au moment de la demande de reconnaissance ;
- 5° présenter la vision globale qu'il a de sa fonction dans le paysage de l'éducation aux médias en Communauté française et proposer un plan quinquennal décrivant les actions et moyens concrets par lesquels il a l'intention d'accomplir la mission visée à l'article 22 ;
- 6° développer son action sur l'ensemble du territoire visé au 2° ;
- 7° prévoir une planification budgétaire des projets qu'il entend mettre en œuvre ;
- 8° ne pas être reconnu comme Centre de ressources en vertu du Chapitre I.

Le Gouvernement peut préciser les critères visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Le Centre de ressources visé au présent chapitre a pour mission de concevoir, de promouvoir, et d'encadrer des initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés ou réalisés en matière d'éducation aux médias en Communauté française, à destination du monde associatif.

Dans ce cadre, le Centre de ressources :

- 1° collabore à la mise en œuvre sur le terrain des décisions du Conseil supérieur pour les matières qui le concernent. Dans ce cadre, il prend en compte les priorités du Conseil supérieur pour adapter son plan quinquennal prévu à l'article 21, 5° ;
- 2° forme des intervenants spécialisés en éducation aux médias dans le secteur associatif ;
- 3° construit une expertise de l'intervention socio-éducative hors enseignement dans le but de la transférer au plus près des besoins du secteur associatif ;
- 4° crée des outils adaptés aux besoins des différentes réalités du secteur associatif ;
- 5° structure les initiatives existantes dans le monde associatif et émule les initiatives de ces secteurs dans le domaine de l'éducation en médias.

§ 2. La reconnaissance et le renouvellement de la reconnaissance du Centre de ressources s'effectue à la suite d'un appel à candidatures publié sur le site Internet du Conseil supérieur. Le Gouvernement en détermine la procédure.

**Art. 23.** Le Centre de ressources est évalué conformément aux principes fixés à l'article 16, paragraphes 1 et 2, au regard de sa mission visée à l'article 22.

Sur base de ces évaluations, le Gouvernement procède ou non au renouvellement de la reconnaissance du Centre.

Le Gouvernement peut fixer des règles de procédure complémentaires aux principes fixés aux alinéas 1 et 2.

**Art. 24.** Le Gouvernement peut allouer une subvention au Centre de ressources en vertu du présent chapitre. Cette subvention comprend les frais de fonctionnement, les rémunérations de chaque chargé de mission et les rémunérations de personnels complémentaires. Un tiers de ce budget est alloué à chaque Centre de ressources. Le gouvernement précise le cas échéant la nature des dépenses admissibles à ce financement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, tout Centre de ressources demandeur qui serait financé par ailleurs pour ses missions en tant que Centre de ressources en éducation aux médias ne peut prétendre à cette subvention.

Ce montant est indexé annuellement sur la base de l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année qui précède.

**TITRE IV — DES INITIATIVES ET DES MOYENS PARTICULIERS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION  
AUX MÉDIAS EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

**Art. 25. § 1<sup>er</sup>.** Chaque année est organisée en Communauté française une initiative d'éducation aux médias portant sur la presse, sur les usages médiatiques et sur les pratiques informationnelles. Cette initiative vise à permettre aux bénéficiaires d'améliorer leur capacité à s'informer à travers les médias, ainsi qu'à analyser et à comprendre le fonctionnement des médias fournissant de l'information, en ce compris le travail journalistique.

L'initiative implique la mise à disposition gratuite de contenus médiatiques d'information relatifs à l'actualité, produits et diffusés de manière professionnelle, dans le respect de la déontologie journalistique au profit des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaires et spécialisés, et supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française, des services d'accrochage scolaires, des centres d'aide en milieu ouvert, des opérateurs d'accueil extrascolaires, des écoles de devoirs, des centres d'alphabétisation, des bibliothèques publiques ainsi que des associations d'éducation permanente actives dans le domaine de l'éducation aux médias en Communauté française. L'offre de contenus médiatiques prend en compte les pratiques des publics visés en matière d'information.

Sans préjudice des besoins et usages des bénéficiaires, l'opérateur opte de façon préférentielle pour un usage de formats numériques.

L'obtention par la Communauté française d'accès aux contenus médiatiques informationnels, mis gratuitement à disposition des bénéficiaires, se fait au maximum à la moitié de leur prix de vente.

Les demandes de participation à cette initiative sont traitées sans discrimination, quels que soient le réseau, le niveau d'enseignement ou la situation géographique de l'établissement scolaire demandeur ou quel que soit le demandeur. Toute demande doit être accompagnée d'un projet pédagogique présentant les modalités d'exploitation des contenus médiatiques informationnels.

Si elle répond à des objectifs adaptés à d'autres publics en matière d'éducation aux médias, l'initiative est élargie à ces publics, notamment dans le secteur de la jeunesse, sans préjudice des publics prioritaires.

Les demandes visées à l'alinéa 5 sont traitées dans l'ordre de leur arrivée, jusqu'à épuisement du financement consacré.

§ 2. Le Gouvernement peut financer la mise à disposition à prix réduit d'un abonnement numérique à un titre de presse quotidienne pour chaque élève de dernière année de l'enseignement secondaire. Cette initiative a pour but de familiariser de manière plus systématique les adolescents avec de l'information rédigée par des journalistes professionnels. Cette mise à disposition est faite sans discrimination, quels que soient le réseau, le niveau d'enseignement ou la situation géographique de l'établissement scolaire demandeur ou quel que soit le demandeur. La mise à disposition est accompagnée d'un projet pédagogique présentant les modalités d'exploitation de cet abonnement numérique en matière d'éducation aux médias et de matériel pédagogique adapté.

§ 3. Le Gouvernement désigne, après avis du Conseil supérieur, pour une période de cinq ans, renouvelable, un opérateur chargé de mettre en œuvre l'initiative visée aux §§ 1<sup>er</sup> et 2. Pour être désigné, l'opérateur doit répondre aux critères suivants :

- 1° être constitué, depuis au moins cinq ans, en société ou en association dotée de la personnalité juridique ;
- 2° avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 3° avoir notamment des finalités en lien avec la production, l'accompagnement ou l'analyse de médias fournissant de l'information ;
- 4° présenter un projet cohérent répondant aux objectifs d'éducation aux médias fixés au premier paragraphe, correspondant aux besoins en matière d'éducation aux médias et démontrant la façon dont il touchera les publics visés dans leur diversité.

Le Gouvernement fixe la procédure de désignation et de renouvellement de la désignation de ces opérateurs.

§ 4. Un montant de 665.000 euros est consacré annuellement à l'initiative visée au § 1<sup>er</sup>. Le montant peut faire l'objet d'une augmentation, en cas de modification substantielle de l'étendue de l'initiative comme prévu au § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, du présent article.

Ce montant est indexé annuellement sur la base de l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année qui précède.

§ 5. Sont soumises au Gouvernement pour approbation, les modalités des initiatives visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2. Celles-ci tiennent compte notamment des objectifs pertinents en matière d'éducation aux médias, du niveau d'enseignement et en veillant à ce que l'initiative fasse l'objet d'une véritable exploitation pédagogique au sein des établissements scolaires.

§ 6. Un Comité constitué notamment de représentants du Conseil supérieur, de la Direction d'appui, de chacun des Centres de ressources et de l'opérateur désigné par le Gouvernement, assure l'accompagnement de l'initiative décrite au présent article.

§ 7. L'opérateur fournit chaque année un rapport sur la mise en œuvre de l'opération. Ce rapport montre l'adéquation de l'opération avec ses objectifs. Les modalités de ce rapport sont définies par le Conseil supérieur.

§ 8. L'année précédant la désignation ou le renouvellement de l'opérateur, le Conseil supérieur procède à l'évaluation de l'opération au regard de l'évolution des besoins en matière d'éducation aux médias. Il remet un avis au Gouvernement.

Si l'opération prévue au présent article concorde avec un programme d'éducation aux médias visé à l'article 9 du décret du 31 mars 2004 relatif aux aides attribuées à la presse quotidienne écrite francophone et au développement d'initiatives de la presse quotidienne écrite francophone en milieu scolaire, le Conseil supérieur évalue l'opération dans son ensemble en prenant notamment en compte l'ensemble des crédits alloués à celle-ci.

**Art. 26. § 1<sup>er</sup>.** Chaque année est organisée en Communauté française une initiative d'éducation aux médias portant sur les pratiques journalistiques, sur le processus de production et le traitement de l'information via la visite gratuite de journalistes professionnels au sein des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française, des services d'accrochage scolaire, des centres d'aide en milieu ouvert, des opérateurs d'accueil extrascolaire, des écoles de devoirs et des centres d'alphabétisation en Communauté française.



Les demandes de participation à cette initiative sont traitées dans leur ordre d'introduction chronologique, quels que soient le réseau, le niveau d'enseignement ou la situation géographique de l'établissement scolaire demandeur. Les demandes qui ne peuvent être rencontrées sont traitées prioritairement l'année suivante.

Si elle répond à des objectifs adaptés à d'autres publics ayant des besoins en matière d'éducation aux médias, l'initiative est élargie à ces publics, notamment dans le secteur de la jeunesse, sans préjudice des publics prioritaires.

§ 2. Le Gouvernement désigne, après avis du Conseil supérieur, pour une période de cinq ans renouvelables, un opérateur chargé de mettre en œuvre l'initiative visée au § 1<sup>er</sup>. Pour être désigné, l'opérateur doit répondre aux critères suivants :

- 1° être constitué sous forme d'une association sans but lucratif au sens du Code des sociétés et des associations;
- 2° avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 3° exercer ses activités depuis au moins cinq ans ;
- 4° représenter de manière significative les journalistes professionnels ;
- 5° être composé de membres actifs dans divers médias.

Le Gouvernement fixe la procédure de désignation et de renouvellement de la désignation.

§ 3. Un montant de 99.000 euros est consacré annuellement à l'organisation de l'initiative visée au § 1<sup>er</sup>. Le montant peut faire l'objet d'une augmentation, en cas de modification substantielle de l'étendue de l'initiative comme prévu au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du présent article.

Ce montant est indexé annuellement sur la base de l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année qui précède.

L'opérateur alloue aux journalistes participant à l'initiative une indemnité permettant de couvrir à tout le moins leurs frais de déplacement et le temps de travail équivalent au temps passé pour la visite.

§ 4. Sont soumises au Gouvernement pour approbation, les modalités des visites de journalistes professionnels visées au § 1<sup>er</sup>. Celles-ci tiennent compte notamment des objectifs pertinents en matière d'éducation aux médias, du niveau d'enseignement et en veillant à ce que celles-ci fassent l'objet d'une véritable exploitation pédagogique au sein des établissements scolaires.

§ 5. Un Comité, constitué notamment de représentants du Conseil supérieur, de la Direction d'appui, de chacun des Centres de ressources et de l'opérateur désigné par le Gouvernement, assure l'accompagnement de l'initiative visée au présent article.

§ 6. L'opérateur fournit chaque année un rapport sur la mise en œuvre de l'opération. Ce rapport montre l'adéquation de l'opération avec ses objectifs. Les modalités de ce rapport sont définies par le Conseil supérieur.

§ 7. L'année précédant la désignation ou le renouvellement de l'opérateur, le Conseil supérieur procède à l'évaluation de l'opération au regard de l'évolution des besoins en matière d'éducation aux médias. Il fournit son analyse au Gouvernement.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Chaque année, est organisée une initiative culturelle d'éducation aux médias portant sur l'analyse d'œuvres audiovisuelles via notamment la programmation à prix réduit de films dans des salles de cinéma à destination des élèves des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé et à la réalisation et diffusion gratuite d'outils pédagogiques d'éducation aux médias destinés à accompagner ces films.

Les demandes de participation à cette initiative sont classées et traitées dans leur ordre d'introduction chronologique, quels que soient le réseau, le niveau d'enseignement ou la situation géographique de l'établissement scolaire demandeur. Les demandes qui ne peuvent être rencontrées sont classées et traitées prioritairement l'année suivante.

Si elle répond à des objectifs adaptés à d'autres publics ayant des besoins en matière d'éducation aux médias, l'initiative est élargie à ces publics, notamment pour les écoles de devoirs organisées ou subventionnées par la Communauté française et le secteur de la jeunesse, sans préjudice des publics prioritaires.

§ 2. Le Gouvernement désigne, après avis du Conseil supérieur, pour une période de cinq ans, renouvelable, un opérateur chargé de mettre en œuvre l'initiative visée au § 1<sup>er</sup>. Pour être désigné, l'opérateur doit répondre aux critères suivants :

- 1° être une personne morale sans but lucratif au sens des articles 1 :2 et 1 :3 du Code des sociétés et des associations ;
- 2° avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 3° exercer ses activités depuis au moins cinq ans ;
- 4° programmer en des lieux adaptés et de façon régulière des films présentant un intérêt pédagogique en termes d'éducation aux médias, notamment d'un point de vue thématique, technique ou esthétique ;
- 5° avoir des activités qui, directement ou en partenariat, couvrent le territoire de la région de langue française et de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 6° justifier d'une expérience et expertise dans la conception d'outils pédagogiques relatifs à des œuvres audiovisuelles adaptés à des publics scolaires.

Le Gouvernement détermine la procédure de désignation et de renouvellement de la désignation.

§ 3. Un montant de 150.000 euros est consacré annuellement à l'organisation de l'initiative. Le montant peut faire l'objet d'une augmentation, en cas de modification substantielle de l'étendue de l'initiative comme prévu au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du présent article.

Ce montant est indexé annuellement sur la base de l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année qui précède.

§ 4. Sont soumises au Gouvernement pour approbation, les modalités de l'initiative visée au § 1<sup>er</sup>. Celles-ci tiennent compte notamment des objectifs pertinents en matière d'éducation aux médias, du niveau d'enseignement et en veillant à ce que celles-ci fassent l'objet d'une véritable exploitation pédagogique au sein des établissements scolaires.

§ 5. Un Comité, constitué notamment de représentants du Conseil supérieur, de la Direction d'appui, de chacun des Centres de ressources et de l'opérateur désigné par le Gouvernement assure l'accompagnement de l'initiative visée au présent article.

§ 6. L'opérateur fournit chaque année un rapport sur la mise en œuvre de l'opération. Ce rapport montre l'adéquation de l'opération avec ses objectifs. Les modalités de ce rapport sont définies par le Conseil supérieur.

§ 7. L'année précédant la désignation ou le renouvellement de l'opérateur, le Conseil supérieur procède à l'évaluation de l'opération au regard de l'évolution des besoins en matière d'éducation aux médias. Il fournit son analyse au Gouvernement.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Un montant de 20.000 euros est consacré à l'organisation annuelle en Communauté française d'une initiative d'éducation aux médias portant sur le soutien de projets scolaires locaux d'éducation aux médias organisés à destination des élèves de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire par un ou plusieurs établissements scolaires en Communauté française.

La première moitié de ce montant est consacrée aux établissements scolaires d'enseignement fondamental et la seconde moitié aux établissements scolaires d'enseignement secondaire.

Les montants sont octroyés aux bénéficiaires par tranche de maximum 2.000 euros.

Le Conseil supérieur précise, notamment sur son site, les critères de sélection des établissements et des projets qui bénéficieront d'une subvention.

Ces montants sont indexés annuellement sur la base de l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année qui précède.

§ 2. Le Conseil supérieur est chargé de l'organisation et de la gestion de l'opération visée au § 1<sup>er</sup>.

Il sollicite annuellement l'ensemble des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française, par le biais d'un appel aux projets scolaires locaux d'éducation aux médias et, sur la base des projets qui lui sont soumis dans ce cadre et au plus tard pour le 31 octobre de chaque année, communique au ministre ayant en charge l'enseignement obligatoire une sélection de cinq à quinze projets scolaires locaux et une proposition de répartition entre ceux-ci des moyens prévus au § 1<sup>er</sup>.

Le Conseil supérieur joint un avis circonstancié sur cette sélection et sur cette proposition de répartition des moyens prévus au § 1<sup>er</sup>.

Sur cette base, le Gouvernement affecte les moyens prévus au § 1<sup>er</sup> aux différents établissements scolaires sélectionnés.

§ 3. Le Conseil supérieur établit la sélection des projets scolaires locaux d'éducation aux médias visée au § 2 selon les critères suivants :

1° l'implication des participants, particulièrement le degré d'implication et la participation des élèves et des enseignants dans le projet et dans les activités qui y sont développées ;

2° le degré de préparation du projet, la qualité de ses objectifs et des méthodes utilisées ;

3° l'exploitation pédagogique du projet et sa cohérence avec les référentiels communs d'enseignement ainsi que l'intégration des 3 dimensions de l'éducation aux médias ;

4° la cohérence des moyens financiers demandés avec la durabilité et les objectifs du projet ;

5° l'originalité du projet ;

6° la cohérence avec les objectifs de l'éducation aux médias ;

7° la cohérence avec le thème proposé.

§ 4. Pour être recevable et examiné par le Conseil supérieur, le projet doit :

1° être adressé au Conseil supérieur dans le respect des formes, des modalités et du calendrier qu'il établit à cet effet ;

2° comporter entre autres une description précise du projet d'éducation aux médias ainsi qu'un budget prévisionnel détaillé ;

3° être approuvé par le chef d'établissement en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française et par le pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné par la Communauté française.

§ 5. Un Comité, constitué notamment de représentants du Conseil supérieur, de la Direction d'appui et de chacun des Centres de ressources est installé en vue d'assurer l'accompagnement de cette initiative.

§ 6. Le bénéficiaire fournit les pièces justifiant l'utilisation de la subvention ainsi qu'un rapport pédagogique sur la mise en œuvre du projet. Ce rapport est rendu public et constitue une ressource pédagogique pour d'autres enseignants. Les modalités de ce rapport sont définies par le Conseil supérieur.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil supérieur organise chaque année un appel à projets relatif à l'éducation aux médias à destination de publics et de secteurs sociaux, culturels et éducatifs spécifiques. Un montant de 500.000 euros est consacré annuellement à cet appel à projets. Il est indexé annuellement sur la base de l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année qui précède. Une partie de ces montants, plafonnée à un maximum de 40%, peut être consacrée aux subventions pluriannuelles visées à l'article 30.

Les subventions sont octroyées par le Gouvernement, sur proposition du Conseil supérieur.

Le montant de chacune des subventions est compris entre 5.000 et 50.000 euros. Ce montant est indexé annuellement sur la base de l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année qui précède.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier des appels à projet, le demandeur doit :

1° être une personne morale sans but lucratif au sens des articles 1:2 et 1:3 du Code des sociétés et des associations ;

2° avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

3° justifier d'une expérience et d'une expertise dans l'un des secteurs suivants : l'éducation permanente, les centres culturels, les organisations de jeunesse et les centres de jeunes, la lecture publique, les ateliers de production, la cohésion sociale, les radios associatives, la formation professionnelle ou l'enseignement non obligatoire.

Le demandeur ne doit pas être reconnu par la Communauté française à quelque titre que ce soit ;

4° présenter une description du projet pour lequel est sollicitée la subvention. Il doit notamment décrire les publics visés ;

5° établir un budget prévisionnel afférent à ce projet dont notamment une description des autres aides financières publiques et privées sollicitées et/ou obtenues pour le projet concerné au moment du dépôt de la demande.

§ 3. Le Conseil supérieur émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une aide au projet et sur le montant de celle-ci.

À cette fin, le Conseil supérieur prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° la qualité et l'originalité du projet sur le plan de l'éducation aux médias ;
- 2° le degré de préparation du projet, la qualité de ses objectifs et des méthodes utilisées ainsi que la prise en compte de la dimension d'égalité et diversité du projet ;
- 3° l'adéquation entre le projet et les modalités, notamment budgétaires, de mise en œuvre de celui-ci ;
- 4° l'inscription du projet dans les domaines de l'éducation, des médias et de la culture développés en Communauté française.

§ 4. Une fois le projet accompli, la personne bénéficiaire d'une subvention adresse au Conseil supérieur un rapport d'activité. Les modalités de ce rapport sont définies par le Conseil supérieur.

À défaut de remettre son rapport, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune autre subvention.

§ 5. Le Gouvernement détermine les modalités complémentaires de procédure. En concertation avec le Conseil supérieur, le Gouvernement peut préciser les critères de sélection visés au paragraphe 3, et fixer des thématiques prioritaires en fonction des années.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Les porteurs de projets subventionnés en vertu de l'article 29 peuvent demander une subvention pluriannuelle permettant la prolongation de leur projet pour une période de trois années supplémentaires, si celui-ci présente un intérêt majeur pour la politique d'éducation aux médias en Communauté française.

Le porteur du projet doit en faire la demande au plus tard le 30 juin de l'année au cours de laquelle sa subvention annuelle prend effet. La demande doit proposer un plan d'évolution du projet sur trois années.

§ 2. Le Conseil supérieur remet un avis motivé sur le projet. À cette fin, il détermine si le projet en question peut être considéré comme un projet présentant un intérêt majeur pour la politique d'éducation aux médias en Communauté française. Le Conseil supérieur se prononce également sur le montant demandé par le porteur du projet.

Pour être considéré comme tel, le Conseil supérieur se fonde sur les critères visés à l'article 29, paragraphe 3. Cependant, à la différence de l'article 29, il importe dans le cadre du présent article que le projet soit excellent au regard de ces critères.

Le plan d'évolution doit également détailler les raisons qui justifient une évolution éventuelle du projet vers une reconnaissance pluriannuelle dans le cadre du présent article. Le projet doit démontrer un impact durable et sensible sur la politique d'éducation aux médias, au moyen d'objectifs chiffrés d'activités et de publics touchés. Ces données doivent être étayées par des documents probants.

§ 3. À la suite de l'avis motivé du Conseil supérieur, le Gouvernement décide d'attribuer ou non la subvention pluriannuelle.

À cette fin, les porteurs de projet concluent une convention avec le Gouvernement, précisant notamment les missions, objectifs, et modalités de concertation avec le Conseil supérieur et les différents acteurs de l'éducation aux médias.

La convention contient au minimum les éléments suivants :

- 1° la description du projet et des objectifs fixés ;
- 2° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance ;
- 3° le cas échéant, les modalités relatives au suivi du projet par l'administration et le Conseil supérieur.

§ 4. Le bénéficiaire transmet à la Direction d'appui, au terme de chaque exercice écoulé, un rapport d'activités comprenant au minimum les éléments suivants :

- 1° un état des lieux du projet ;
- 2° l'utilisation de la subvention et les perspectives budgétaires pour les années qui restent ;
- 3° le degré d'exécution du plan d'évolution.

§ 5. Au maximum six bénéficiaires peuvent bénéficier d'une subvention octroyée en vertu du présent article.

Le montant de chacune des subventions est compris entre 10.000 et 50.000 euros.

Ces montants sont indexés annuellement sur la base de l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année qui précède.

§ 6. Le Gouvernement détermine les modalités complémentaires de procédure. En concertation avec le Conseil supérieur, le Gouvernement peut préciser les critères de sélection visés au paragraphe 2.

**Art. 31.** Le Conseil supérieur met en place un appel à projets visant à développer des activités pour alimenter la semaine de sensibilisation et de promotion consacrée à l'éducation aux médias prévue à l'article 4, 2<sup>o</sup>. Un montant de minimum 60.000 euros est consacré annuellement à l'organisation de cet appel à projets. Il est indexé annuellement sur la base de l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année qui précède.

Le Gouvernement en détermine les modalités.

**Art. 32.** Les initiatives particulières en matière d'éducation aux médias en Communauté française visées au présent Titre sont organisées à destination de tous les publics de la Communauté française, sans discrimination.

#### TITRE V — DISPOSITIONS MODIFICATIVES

**Art. 33.** Dans l'article 1.3-1, 7<sup>o</sup>, du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, les termes " le Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias institué par le décret du 5 juin 2008 portant création du Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française » sont remplacés par les mots " Le Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias tel qu'organisé par la réglementation relative à l'éducation aux médias ».

**Art. 34.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, 16<sup>o</sup>, du décret du 31 mars 2004 relatif aux aides attribuées à la presse quotidienne écrite francophone et au développement d'initiatives de la presse quotidienne écrite francophone en milieu scolaire, les termes " le Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias tel qu'organisé par le décret portant création du Conseil supérieur de l'Éducation aux médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière

en Communauté française » sont remplacés par les termes “ Le Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias tel qu'organisé par la réglementation relative à l'éducation aux médias ».

**Art. 35.** L'article 3bis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante : “ Article 3bis. Le pouvoir organisateur peut confier au Centre l'exercice de missions habituellement dévolues aux Centres de ressources en éducation aux médias. ».

#### TITRE VI — DISPOSITIONS ABROGATOIRES, TRANSITOIRES ET FINALES

**Art. 36.** Les reconnaissances et les financements attribués en vertu des articles 20, 26, 27 et 28 du décret du 5 juin 2008 portant création du Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française, et qui prennent fin au 31 décembre 2023 sont prolongés pour une durée d'un an.

**Art. 37.** Le présent décret sera évalué au cours de l'année 2029 et ensuite tous les cinq ans. Le Gouvernement arrête les modalités de cette évaluation.

**Art. 38.** Les dispositions réglementaires adoptées par le Gouvernement en exécution du décret du 5 juin 2008 portant création du Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française demeurent en vigueur aussi longtemps qu'elles n'ont pas été abrogées ou modifiées par le Gouvernement.

**Art. 39.** Avant que les décisions de reconnaissance des Centres de ressources prévues aux articles 13, alinéa 1<sup>er</sup>, et 20, alinéa 1<sup>er</sup>, ne soient prises par le Gouvernement, les membres du Conseil supérieur visés à l'article 5, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, r), du décret sont, pour l'application du présent décret, les représentants de chaque Centre de ressources visés à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, t), du décret du 5 juin 2008 portant création du Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française.

**Art. 40.** Le décret du 5 juin 2008 portant création du Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française est abrogé.

**Art. 41.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025, à l'exception de l'article 36 qui produit ses effets au 31 décembre 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des Chances  
et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

(1) Session 2023-2024

*Documents du Parlement.* – Projet de décret, n° 701-1 – Rapport de commission, n° 701-2 – Texte adopté en séance plénière, n° 701-3

*Compte rendu intégral.* – Discussion et adoption. – Séance du 25 avril 2024.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/008105]

16 MEI 2024. — Decreet betreffende media-educatie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

#### TITEL 1- — ALGEMENE BEPALINGEN

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° Media-educatie: alle onderwijspraktijken die gericht zijn op de ontwikkeling van de kennis, de vaardigheden en het mediagebruik van de begunstigden, kinderen, jongeren en volwassenen, met als doel hen actief, autonoom, kritisch, reflectief, creatief en solidair te maken in hun mediagebruik. Deze educatie zorgt ervoor dat begunstigden hun hele leven lang in staat zijn om de media te gebruiken als ontvangers, gebruikers, makers of bijdragers.

Media-educatie heeft betrekking op

- media-contenten en de talen (geschreven, auditief, visueel, multimodaal), evenals de vormen en genres waarvan ze gebruikmaken;

- de contexten van mediaproductie, -verspreiding en -ontvangst in hun sociale, economische en culturele dimensies;

- de technische werking van mediatools, -middelen en -platforms, en de uitdagingen daarvan.

Ze betreft alle vormen van gemediatiseerde communicatie, publiek of privaat, informatief, overtuigend, vermakelijk, ludiek, cultureel of sociaal;

2° Hoge Raad: de Hoge Raad voor Opvoeding tot de media, ingesteld bij titel II van dit decreet;

3° Middelencentrum: de bij titel III van dit decreet ingestelde middelencentra;

4° Directie Ondersteunende diensten: de directie van de diensten die ondersteuning bieden aan de Hoge Raad voor Opvoeding tot de media die door dit decreet wordt ingesteld binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

5° Sturingscommissie: de Sturingscommissie van het Basis- en secundair onderwijs gedefinieerd in artikel 1.6.1-1 van het Wetboek voor het Basis en secundair onderwijs

**Art. 2.** Dit decreet streeft ernaar de volgende algemene doelstellingen te bereiken:

1. De mediakennis, -vaardigheden en -praktijken van de burgers van de Federatie Wallonië-Brussel in elke fase van hun leven ontwikkelen en versterken, met als doel hen actief, autonoom, kritisch, reflectief, creatief en solidair te maken in hun mediagebruik;

2. De manier waarop de actoren van de media-educatie, en degenen die betrokken zijn bij de uitdagingen ervan, met elkaar overleggen en handelen in een structuur gieten, met name om hulpmiddelen en activiteiten te ontwikkelen, te adviseren, te promoten, te sensibiliseren rond media-educatie of dit te evalueren;

3. De actoren van de media-educatie ondersteunen en bevorderen, evenals de voorzieningen, operaties en projecten die op een aangepaste manier inspelen op de uitdagingen van media-educatie, rekening houdend met de diversiteit van de betrokken doelgroepen;

4. De innovatie en opkomst bevorderen van nieuwe operatoren en nieuwe praktijken die zijn aangepast aan de uitdagingen van de media-educatie;

5. Kritisch denken ontwikkelen en desinformatie bestrijden, met name rekening houdend met de effecten van de digitale wereld op het burgerschap, de interpersoonlijke relaties die daaruit voortvloeien, de ecologische impact van digitale consumptie, het evenwicht tussen werk en privéleven en gelijkheid tussen vrouwen en mannen in media-educatie met het oog op emancipatie en deelname aan een duurzame en solidaire samenleving.

## TITEL II — DE HOGE RAAD VOOR OPVOEDING TOT DE MEDIA

### HOOFDSTUK I — *De Hoge Raad voor Opvoeding tot de media en zijn taken*

**Art. 3.** Hierbij wordt een Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media ingesteld.

**Art. 4.** De Hoge Raad heeft de volgende taken:

1° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap een advies of voorstel formuleren over het beleid en de prioriteiten inzake media-educatie, alsook over initiatieven, acties, experimenten, pedagogische hulpmiddelen, onderzoeken of evaluaties die op dit gebied toegepast of uitgevoerd worden.

De Regering van de Franse Gemeenschap is verplicht om het advies van de Hoge Raad in te winnen alvorens enige decretale maatregel inzake media-educatie wordt aangenomen.

Tenzij een decretale of regelgevende bepaling anders bepaalt, worden de voorafgaande adviezen verstrekt binnen een maximale termijn van twee kalendermaanden vanaf de kennisgeving van het verzoek om advies. In geval van gemotiveerde hoogdringendheid wordt de termijn ingekort tot 30 dagen;

2° media-educatie promoten en de informatie-uitwisseling en samenwerking bevorderen tussen alle actoren en organisaties die bij media-educatie in de Franse Gemeenschap betrokken zijn.

In het bijzonder is de Raad van Bestuur verantwoordelijk voor het stimuleren en onderling coördineren van initiatieven, acties, experimenten, pedagogische hulpmiddelen, onderzoeken of evaluaties die media-educatie kunnen bevorderen en ervoor kunnen zorgen dat deze in overeenstemming zijn met alle geldende normen in de Franse Gemeenschap.

In dit kader ontwikkelt de Hoge Raad, op bevoorrechte wijze met de in de artikelen 13 en 20 bedoelde Middelencentra, sensibilisatiecampagnes en -instrumenten inzake media-educatie voor een schools en buitenschools publiek en werkt mee aan initiatieven op dit gebied in de Franse Gemeenschap, zoals die bedoeld in titel IV.

De Hoge Raad organiseert ten minste één jaarlijks evenement dat voornamelijk gericht is op vakmensen uit de sector. Dit evenement kan de vorm aannemen van meetings, colloquia of conferenties.

De Hoge Raad organiseert jaarlijks een sensibiliserings- en promotieweek gewijd aan media-educatie dankzij communicatie en animaties die minstens aangeboden worden in scholen en plaatsen die onder de jeugd- en kindersector vallen;

3° een permanente inventaris bijhouden van initiatieven, acties, experimenten, pedagogische hulpmiddelen, onderzoeken of evaluaties die in België of in het buitenland toegepast of uitgevoerd worden en deze beschikbaar stellen voor de doelgroepen;

4° over zijn taken communiceren en ervoor zorgen dat de informatie beschikbaar is voor de verschillende betrokken doelgroepen.

Daartoe houdt de Hoge Raad een website bij;

5° de noden aan media-educatie geregeld evalueren en nagaan of de initiatieven, acties, experimenten, pedagogische hulpmiddelen, onderzoeken of evaluaties die inzake media-educatie toegepast of uitgevoerd worden in overeenstemming zijn met die behoeften en de betrokken doelgroepen;

6° de integratie van media-educatie in onderwijs- en opleidingsprogramma's bevorderen en ondersteunen.

De Hoge Raad brengt adviezen uit, publiceert pedagogische hulpmiddelen in naleving van de pedagogische autonomie van de inrichtende machten en hun instellingen, en doet voorstellen die meer bepaald gericht zijn op een effectieve integratie:

a) in de lesprogramma's conform artikel 1.4.1-3 van het Wetboek voor basis- en secundair onderwijs. Hiertoe kan de Hoge Raad de inrichtende machten adviseren over media-educatie;

- b) in buitenschoolse opleidingsprogramma's gericht op jongeren en volwassenen, meer bepaald in het kader van voortgezet onderwijs en van jongerenorganisaties en jeugdcentra;
- c) in initiële opleidingsprogramma's voor toekomstige leerkrachten, overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van leerkrachten;
- d) de Hoge Raad verstrekt, op eigen initiatief of op verzoek, een lijst van media-educatiebehoeften op het gebied van voortgezette beroepsopleiding aan de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding bedoeld in artikel 6.1.5-5 van het Wetboek voor Basis- en Secundair Onderwijs;

7° een met redenen omkleed advies uitbrengen over elk in de Franse Gemeenschap gevestigd schoolradioproject overeenkomstig artikel 3.1.3-12, § 1, van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en de videoplatformdiensten;

8° een met redenen omkleed advies formuleren in het kader van artikel 9, tweede lid, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de steun aan de Franstalige geschreven dagbladders en aan de ontwikkeling van initiatieven van de Franstalige geschreven dagbladders in het schoolmilieu;

9° op verzoek van de Stuurcommissie of de commissie ingesteld bij artikel 1.7.3-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs een met redenen omkleed advies uitbrengen over een leerboek, schoolprogrammatuur of pedagogisch hulpmiddel dat direct of indirect verband houdt met media-educatie;

10° een advies uitbrengen aan de Regering van de Franse Gemeenschap over de uitvoering van de taken van de middelencentra overeenkomstig de artikelen 16 en 23;

11° een advies uitbrengen aan de Regering van de Franse Gemeenschap over de in de artikelen 25 tot en met 29 bedoelde bijzondere initiatieven op het gebied van media-educatie;

12° jaarlijks een verslag aan de Regering uitbrengen dat meer bepaald het volgende omvat:

- a) een samenvatting van zijn activiteiten en de uitvoering van zijn taken in het voorbije jaar;
- b) een samenvatting van de activiteiten en operationalisering in het voorgaande jaar van de taak van elk van de in Titel III bedoelde Middelencentrum;
- c) een samenvatting van de uitvoering van elk van de in titel IV bedoelde initiatieven;
- d) een activiteitenprogramma voor het volgende jaar;
- e) een financiële balans en een voorlopige begroting voor het volgende jaar.

Op basis van het onderzoek van dat rapport kan de Regering aanbevelingen doen aan de Hoge Raad.

De Regering doet het in het eerste lid bedoelde verslag aan het Parlement toekomen.

#### HOOFDSTUK II — *De samenstelling van de Hoge Raad*

**Art. 5.** § 1. De Hoge Raad is samengesteld uit leden die met beraadslagende stem zetelen en leden die met raadgevende stem zetelen. Ze worden benoemd door de Regering, op voorstel van de Directie Ondersteunende diensten.

Leden die met een beraadslagende stem zetelen, moeten ervaring hebben met media-educatie, of, bij gebreke daarvan, in de media- of onderwijssector en blijf geven van interesse in het onderwerp.

In afwijking van het vorige lid hoeven de in paragraaf 2, onder punten *m)*, *n)*, *o)*, *p)*, *t)* en *u)*, bedoelde kandidaten alleen van belangstelling voor de materie te getuigen.

De Hoge Raad kiest een Voorzitter en Ondervoorzitter uit zijn leden die met beraadslagende stem zetelen. Deze laatsten moeten ervaring aantonen zoals vermeld in het tweede lid.

§ 2. De volgende leden zetelen met beraadslagende stem:

- a) vier leden die expert zijn in media-educatie, gekozen uit de universiteiten of hogescholen van de Franse Gemeenschap en van wie minstens één afkomstig is van een hogeschool en één van een universiteit, op voorstel van de instantie bedoeld in artikel 20 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- b) een lid aangesteld door de meest representatieve vakvereniging van de journalistiek, bedoeld in artikel 1, 14°, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de steun aan de Franstalige geschreven dagbladders en aan de ontwikkeling van initiatieven van de Franstalige geschreven dagbladders in het schoolmilieu;
- c) een lid aangesteld door de meest representatieve vereniging van uitgeverij van de Franse geschreven pers, bedoeld in artikel 1, 11°, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de steun aan de Franstalige geschreven dagbladders en aan de ontwikkeling van initiatieven van de Franstalige geschreven dagbladders in het schoolmilieu;
- d) een lid aangesteld door de instantie bedoeld in het decreet van 30 april 2009 tot regeling van de voorwaarden voor de erkenning en subsidiëring van een zelfreguleringsorgaan voor de journalistieke ethiek, op voorstel van laatstgenoemde;
- e) vier leden uit de radio- en televisiesector, van wie één aangesteld op voorstel van de Belgische Franstalige Radio en Televisie (RTBF) en één op voorstel van het Netwerk van Audiovisuele nabijheidsmediadiensten bedoeld in artikel 3.2.2-3, § 2, van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten;
- f) een vertegenwoordiger van het orgaan erkend bij het koninklijk besluit van 7 april 1971 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verlenen van toelagen aan de Franstalige Mediatheek van België en van de voorwaarden voor de erkenning van en het verlenen van toelagen aan de gewestelijke en plaatselijke instellingen die audiovisuele middelen uitlenen ter bevordering van de voortdurende scholing, hernoemd tot "Cultuurpunt" bij de wijziging van haar statuten van 5 juli 2013, op voorstel van laatstgenoemde;
- g) een lid afkomstig uit de filmindustrie;
- h) een lid afkomstig uit de sector voor sociale platforms, videoplatforms en nieuwe technologieën;
- i) een vertegenwoordiger van de Algemene Inspectiedienst op voorstel van de coördinerende Inspecteur-Generaal;
- j) een vertegenwoordiger van de inrichtende macht van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap;

- k) een vertegenwoordiger van elk van de representatie- en coördinatie-organen van de inrichtende machten van het onderwijs erkend door de Regering van de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 1.3.1-1, 38°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;
- l) een vertegenwoordiger van elk van de ouderorganisaties erkend krachtens artikel 1.6.6-1, § 1, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, aangesteld op voorstel van elk van hen;
- m) twee vertegenwoordigers van het Jongerenforum van de Franse Gemeenschap, opgericht bij decreet van 3 mei 2019 dat een Jongerenforum van de Franse Gemeenschap instelt, op voorstel van laatstgenoemde;
- n) twee vertegenwoordigers van de Adviescommissie voor de Jeugdorganisaties, in de zin van artikel 37 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties, op voorstel van laatstgenoemde;
- o) twee vertegenwoordigers van de Adviescommissie voor jeugdhuisen en jeugdcentra, in de zin van hoofdstuk 1 van titel III van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties, op voorstel van laatstgenoemde;
- p) twee vertegenwoordigers van de Hoge Raad van Permanente Opvoeding, in de zin van hoofdstuk IV van het decreet van 17 juli 2003 betreffende met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, op voorstel van laatstgenoemde;
- q) een vertegenwoordiger van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, op voorstel van laatstgenoemde;
- r) een vertegenwoordiger van elk van de in titel III bedoelde Middelencentra, op voorstel van elk van hen;
- s) een vertegenwoordiger van elk van de in de artikelen 25, 26 en 27 bedoelde operatoren, op voorstel van elk van hen, indien ze niet reeds elders in de Hoge Raad vertegenwoordigd zijn;
- t) een vertegenwoordiger van het Bureau voor geboorte en kind (ONE) op voorstel van laatstgenoemde;
- u) een vertegenwoordiger van de algemeen afgevaardigde voor de kinderrechten (DGDE), op voorstel van deze laatste;
- v) een vertegenwoordiger van het Netwerk van professionelen van Culturele Centra van de Federatie Wallonië-Brussel in de zin van artikel 97 van het decreet van 21 november 2013 betreffende de Culturele centra, op voorstel van laatstgenoemde;
- w) een vertegenwoordiger van de Waalse en Brusselse Openbare Computerruimtes, op voorstel van de coördinatie-organen ervan.

Het gaat om een maximale bezetting: De categorieën die meer dan één vertegenwoordiger mogen hebben, hoeven niet het in de punten *a)* tot en met *w)* bepaalde maximumaantal vertegenwoordigers te omvatten.

De Regering stelt de benoemingsprocedure vast van de onder de punten *e)*, *g)*, *h)* en *j)* bedoelde leden.

In het onder punt *w)* bedoelde geval heeft het feit dat geen vertegenwoordiger wordt voorgedragen geen invloed op de werking van de Hoge Raad en de geldigheid van zijn handelingen. De aangewezen vertegenwoordiger neemt op facultatieve basis deel aan de vergaderingen van de Hoge Raad.

§ 3. Een principe van afwisseling tussen vrouwen en mannen en pariteit is van toepassing op de benoeming van de voorzitter en ondervoorzitter.

De leden van de Hoge Raad zijn opgeleid in de diversiteits- en gelijkheidsuitdagingen. Ook in zijn werk houdt de Hoge Raad rekening met de gelijkheids- en diversiteitsuitdagingen.

§ 4. Op voorstel van de Directie Ondersteunende diensten stelt de Regering een reservelijst op die, indien mogelijk, samengesteld is uit ten minste één plaatsvervanger per in paragraaf 2 opgesomd ledenprofiel.

Elk lid wordt bij een eenmalige afwezigheid tijdelijk vervangen door een plaatsvervanger met hetzelfde profiel.

Elk lid wordt permanent vervangen door een plaatsvervanger met hetzelfde profiel in geval van ontslag of indien hij de titel of hoedanigheid verliest op grond waarvan hij werd benoemd.

In geval van permanente vervanging oefent de plaatsvervanger het vacante mandaat uit tot de aanvankelijke einddatum.

§ 5. De volgende leden zetelen met adviserende stem:

- a) een vertegenwoordiger van de Directie Ondersteunende diensten van de Hoge Raad;
- b) een vertegenwoordiger van het Secretariaat-Generaal van de Franse Gemeenschap;
- c) een vertegenwoordiger van het Algemeen bestuur Onderwijs;
- d) een vertegenwoordiger van de Algemene Audiovisuele en Mediadienst van de Franse Gemeenschap;
- e) een vertegenwoordiger van de Algemene Dienst voor Permanente Opvoeding en Jeugd;
- f) één vertegenwoordiger van elk van de organisaties die de leerkrachten van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten bij vakbondsorganisaties die in de Nationale Arbeidsraad zetelen, aangesteld op voorstel van elk van hen;
- g) één vertegenwoordiger van elke bevoegde minister.

§ 6. De Hoge Raad kan deskundigen uitnodigen om zijn vergaderingen bij te wonen, zonder beraadslagende stem.

**Art. 6.** § 1. Het mandaat van een lid van de Hoge Raad duurt vijf jaar. Het kan eenmaal worden verlengd, met inbegrip van het mandaat van de voorzitter en de ondervoorzitter.

Elk lid van wie het mandaat eenmaal werd verlengd, kan slechts aangesteld worden om opnieuw in de Hoge Raad te zetelen na een onderbreking die gelijk is aan de looptijd van een mandaat, behalve:

1° in geval van een door de Regering geconstateerd tekort.

2° indien het een plaatsvervangend lid betreft dat minder dan de helft van het eerste mandaat heeft gezeteld.

De Regering stelt de criteria vast voor het invoeren van een tekort.

§ 2. Elke organisatie heeft recht op één enkel effectief lid en één enkel plaatsvervangend lid, met inbegrip van de organisatie die zou ressorteren onder meerdere categorieën opgesomd in artikel 5, §§ 2 en 5, tenzij voorzien is dat ze meerdere vertegenwoordigers heeft krachtens artikel 5, § 2.

§ 3. De hoedanigheid van stemgerechtigd lid van de Hoge Raad is onverenigbaar met die van:

1° een Europees commissaris, een lid van een federale, gewestelijke of gemeenschapsregering, een provinciegouverneur, een arrondissementscommissaris, een provincieraadslid, een burgemeester, een schepen, een gemeenteraadsvoorzitter en een voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

2° een kabinetsmedewerker van een mandataris bedoeld onder 1°;

3° een lid van het Europees Parlement, van een federale, gewestelijke of communautaire parlementaire vergadering, van een provincie- of gemeenteraad;

4° een medewerker van een mandataris bedoeld onder 3°;

5° een statutair of contractueel personeelslid van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die onder de bevoegdheid van het Comité van sector XVII vallen.

De in het eerste lid bedoelde onverenigbaarheid wordt opgeheven na het verstrijken van een termijn die gelijk is aan de duur van het mandaat bedoeld in artikel 6, § 1, na het beëindigen van de onverenigbare activiteit.

**Art. 7.** § 1. De Voorzitter, of bij ontstentenis, de Ondervoorzitter, stelt het ontslag van de leden van de Hoge Raad vast, of het verlies van de titel of hoedanigheid krachtens dewelke ze zijn aangesteld.

Elk lid dat drie opeenvolgende vergaderingen niet bijwoont zonder zijn afwezigheid te wettigen, wordt geacht ontslag te hebben genomen.

§ 2. De Regering kan een lid ambtshalve ontslaan op voorstel van de Dienst Ondersteunende diensten, na advies van de Hoge Raad of op verzoek van een meerderheid van de leden van de Hoge Raad, indien dit lid het huishoudelijk reglement niet naleeft.

§ 3. Elk lid dat het voorwerp uitmaakt van een ontslag- of uitsluitingsprocedure voorzien in de paragrafen 1 en 2 kan verzoeken te worden gehoord door de Hoge Raad, in aanwezigheid van, ten minste, het lid bedoeld in artikel 5, § 5, a).

#### HOOFDSTUK III — *De werking van de Hoge Raad*

**Art. 8.** § 1. De Hoge Raad komt ten minste vijf keer per jaar in plenaire zitting bijeen na oproeping door de Voorzitter. De oproeping bevat de agenda.

De Hoge Raad kan slechts geldig beraadslagen en beslissen in aanwezigheid van een meerderheid van de leden bedoeld in artikel 5, § 2.

Hij neemt zijn beslissingen bij consensus en bij gebreke daarvan bij volstreekte meerderheid van alle aanwezige leden die met een beraadslagende stem zetelen.

Indien het aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt, roept de Voorzitter binnen vijftien werkdagen een nieuwe vergadering bijeen waarin de Hoge Raad kan beraadslagen zonder het in het tweede lid bedoelde quorum te hoeven eerbiedigen.

Minderheidsnota's kunnen worden ingediend.

§ 2. De leden van de Hoge Raad die rechtstreeks betrokken zouden zijn of die een functie zouden uitoefenen die een persoonlijk of functioneel belangenconflict zou kunnen veroorzaken met betrekking tot een initiatief, actie, experiment, pedagogisch hulpmiddel, onderzoek of evaluatie toegepast of uitgevoerd op het gebied van media-educatie en waarvoor de Hoge Raad voornemens is om, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap of een andere krachtens een decreet bevoegde instantie, een advies of voorstel te formuleren, mogen niet deelnemen aan het beraadslagings- en beslissingsproces bedoeld in § 1 van dit artikel.

§ 3. Voor de in artikel 4, eerste lid, 10° en 11° bedoelde taken stelt de Hoge Raad een evaluatiecomité in dat is samengesteld uit leden van de Hoge Raad, onder wie de Voorzitter en Ondervoorzitter.

Dat comité mag niet samengesteld zijn uit - directe of indirecte - begunstigden van een van de subsidies bedoeld in de artikelen 8, 24, 25, § 4, 26, § 3, 27, § 3, 28, § 1, 29, § 1, en 30, § 5, ook wanneer het om de Voorzitter of Ondervoorzitter gaat.

**Art. 9.** De Hoge Raad legt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor. Dit huishoudelijk reglement preciseert in het bijzonder de voorwaarden waaronder de leden van de Hoge Raad zich kunnen laten bijstaan door een werknemer tijdens plenaire vergaderingen of in werkgroepen, de voorwaarden voor het indienen van een of meer minderheidsnota's, de werkingsvoorwaarden van het evaluatiecomité bedoeld in artikel 8, § 3, de voorwaarden verbonden aan de opleidingen en aanpak van de uitdagingen bedoeld in artikel 5, § 3, tweede lid, net als de voorwaarden voor de bevestiging en uitvoering van de beslissingen van de Hoge Raad door de Directie Ondersteunende diensten.

**Art. 10.** § 1. De Regering kent een jaarlijkse minimale begroting van 153.000 euro toe aan de Hoge Raad, om de uitvoering van zijn taken en werk te verzekeren.

Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de algemene consumentenprijsindex van januari van het voorgaande jaar.

§ 2. De Regering bepaalt op welke presentiegelden en verplaatsingsvergoedingen alle of een deel van de leden van de Hoge Raad aanspraak kunnen maken.

In afwijking van het vorige lid wordt geen enkele vergoeding of presentiegeld toegekend aan leden die hun werkgever tijdens hun arbeidstijd vertegenwoordigen en wiens salaris en verplaatsingskosten door deze laatste betaald worden.

#### HOOFDSTUK IV — *De Directie Ondersteunende diensten*

**Art. 11.** § 1. Binnen de diensten van de Regering wordt een Directie Ondersteunende diensten voor de Hoge Raad opgericht. Deze directie moet de Hoge Raad bijstaan in de uitoefening van zijn taken en staat meer bepaald in voor het secretariaat van de Hoge Raad. Ze staat meer bepaald in voor:

- het uitrollen van de communicatie van de acties van de Hoge Raad, met inbegrip van de actualisering van de website;
- het voorstellen van werkthema's aan de Hoge Raad;
- de Regering adviseren over alle onderwerpen die verband houden met media-educatie;



- het aanspreekpunt zijn voor media-educatie-operatoren en voor de burgers;
- initiatieven rond media-educatie op zowel Belgisch als Europees niveau volgen.

§ 2. De Directie Ondersteunende diensten wordt bijgestaan door minstens drie zaakgelastigden, gedetacheerd van het basis- en secundair onderwijsniveau voor een periode van twee jaar, verlengbaar. Ze staan onder het administratieve gezag van de Secretaris-generaal.

§ 3. De in dit artikel bedoelde verloven voor opdrachten worden verleend in overeenstemming met artikel 5 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, de verloven voor opdrachten en terbeschikkingstellingen voor bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs.

**Art. 12.** De Hoge Raad en de Directie Ondersteunende diensten kunnen een beroep doen op externe diensten of deskundigen om hen bij te staan bij de uitvoering van hun taken.

### TITEL III — DE MIDDELENCENTRA VOOR MEDIA-EDUCATIE:

#### HOOFDSTUK I — *De middelencentra gericht op het Onderwijs*

**Art. 13.** Na advies van de Hoge Raad erkent de Regering maximaal drie Middelencentra voor media-educatie in de Franse Gemeenschap die op de onderwijssector gericht zijn.

Deze centra worden erkend voor een periode van vijf jaar, verlengbaar.

**Art. 14.** § 1. Om als Middelencentrum erkend te worden, moet een organisatie of vereniging aan de volgende criteria voldoen:

1° een publiekrechtelijke rechtspersoon of een rechtspersoon zonder winstoogmerk zijn in de zin van de artikelen 1:2 en 1:3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

2° zijn zetel hebben op het grondgebied van het Franstalige gewest of het tweetalige Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

3° ervaring en expertise van ten minste vijf jaar kunnen aantonen in zowel de mediasector, het onderwijs in het kader van een partnerschap met een erkende scholengroep of, indien van toepassing, met een significant aantal scholen of instellingen voor hoger onderwijs en media-educatie in de Franse Gemeenschap;

4° zijn algemene visie presenteren van zijn functie in het landschap van media-educatie in de Franse Gemeenschap en een vijfjarenplan voorstellen met een beschrijving van de concrete acties en middelen waarmee de kandidaat van plan is de in artikel 15 bedoelde taak te vervullen, en rekening houdend met de behoeften aan media-educatie die door de Hoge Raad zijn gedefinieerd;

5° een begrotingsplanning opstellen voor de projecten die de kandidaat voornemens is uit te voeren;

6° niet als een Middelencentrum onder Hoofdstuk II erkend zijn.

De Regering kan de het eerste lid bedoelde criteria specificeren.

§ 2. De erkenning en verlenging van de erkenning van de Middelencentra gebeurt naar aanleiding van een op de website van de Hoge Raad gepubliceerde oproep tot kandidaturen. De Regering bepaalt de procedure.

**Art. 15.** § 1. De taak van elk Middelencentrum is het ontwerpen, promoten en begeleiden van initiatieven, acties, experimenten, pedagogische hulpmiddelen, onderzoeken of evaluaties die worden toegepast of uitgevoerd op het gebied van media-educatie in de Franse Gemeenschap, bestemd voor scholen van het gewone en gespecialiseerde basis- en secundair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, hun pedagogische teams en hun leerlingen en studenten.

Binnen dit kader zal elk Middelencentrum:

1° meewerken aan de uitvoering op het terrein van de beslissingen van de Hoge Raad voor de desbetreffende materies;

2° zijn medewerking verlenen voor de opleiding van trainers en operatoren op het gebied van media-educatie;

3° zijn medewerking verlenen voor de voortgezette opleiding in media-educatie in het algemeen, in het bijzonder voor onderwijzend personeel in het basis- en secundair onderwijs in het kader van de in de Franse Gemeenschap geldende normen;

4° werkvergaderingen voorbereiden en leiden in en buiten scholen en, op eigen initiatief of op verzoek, zijn expertise beschikbaar stellen aan pedagogische teams in het kader van een pedagogisch project of een specifiek initiatief rond media-educatie;

5° zijn medewerking verlenen bij de organisatie en pedagogische omkadering van de in titel IV bedoelde initiatieven;

6° middelen en tools die op de noden van de leerkrachten zijn afgestemd, ontwikkelen en gratis beschikbaar stellen

De Middelencentra stellen de beschikbare relevante gegevens, informatie en getuigenissen, voornamelijk afkomstig van scholen, ter beschikking van de Hoge Raad.

§ 2. Elk Middelencentrum kan een overeenkomst sluiten met de inrichtende macht van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap of met een of meer organen die de inrichtende machten vertegenwoordigen of coördineren.

§ 3. Elk Middelencentrum voert zijn taak uit ten gunste van alle schoolinstellingen, pedagogische teams, leerlingen en studenten van het gewone en gespecialiseerde basis- en secundair onderwijs, hoger onderwijs en volwassenenonderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

In afwijking van het eerste lid verleent een Middelencentrum, indien het een overeenkomst heeft gesloten met de inrichtende macht van het onderwijs ingericht door Franse Gemeenschap of met een of meer organen die de inrichtende machten vertegenwoordigen of coördineren, prioritair medewerking aan onderwijsinstellingen die onder deze inrichtende macht of organen vallen, alsmede aan hun pedagogische teams en hun leerlingen. Deze overeenkomst belet niet dat een onderwijsinstelling die niet verbonden is aan de inrichtende macht van de Franse Gemeenschap of niet verbonden is aan een of meer organen die de inrichtende machten vertegenwoordigen of coördineren, gebruik kan maken van de opdrachten van een Middelencentrum.

**Art. 16. § 1.** De Middelencentra dienen uiterlijk op 30 juni van elk kalenderjaar een jaarverslag in bij de Hoge Raad. De voorwaarden van dit verslag worden bepaald door de Hoge Raad. Het omvat in het bijzonder:

- a) een gedetailleerde presentatie met betrekking tot zijn activiteiten op het gebied van media-educatie en de operationalisering van zijn taken in het voorgaande kalenderjaar, waaruit moet blijken dat de doelstellingen op het gebied van media-educatie aansluiten op de beoogde doelgroepen;
- b) een activiteitenprogramma voor het volgende kalenderjaar;
- c) een financiële balans en een voorlopige begroting voor het volgende kalenderjaar.

In deze context toont het Middelencentrum de invoering aan van een ononderbroken zelfbeoordelingsproces dat erop gericht is de nagestreefde doelstellingen, de methodologie die wordt gebruikt om ze te bereiken, de betrokken personen en de verkregen resultaten in vraag te stellen.

§ 2. In het jaar dat voorafgaat aan het einde van de erkenning van het Middelencentrum voert de Hoge Raad zijn beoordeling uit met betrekking tot het beheer ervan, de in artikel 15 bedoelde taken en de evolutie in de behoeften aan media-educatie.

De Hoge Raad evalueert de activiteiten van de Middelencentra, met name aan de hand van de informatie voorgesteld in de in paragraaf 1 bedoelde jaarverslagen. Hij kan ook documenten opvragen die niet in paragraaf 1 bedoeld zijn, indien ze verband houden met de activiteiten waarvoor het Centrum wordt gesubsidieerd.

Hij bezorgt zijn analyse aan de Regering.

§ 3. Op basis van de evaluatie beslist de Regering om de erkenning al dan niet te verlengen.

§ 4. De Regering kan procedureregels vaststellen in aanvulling op de principes bepaald in paragrafen 1 tot en met 3.

**Art. 17. § 1.** Een zaakgelastigde wordt aan elk Middelencentrum toegewezen. Aan elk Centrum kunnen bijkomende zaakgelastigden toegewezen worden.

§ 2. Elke in dit artikel bedoelde zaakgelastigde krijgt verlof voor een opdracht in het belang van het onderwijs voor een periode van twee jaar, verlengbaar.

Onder de aansprakelijkheid van de verantwoordelijke van het Middelencentrum staat hij in voor de uitvoering van de taken die aan dit centrum zijn toegewezen.

§ 3. De in dit artikel bedoelde verloven voor opdrachten worden verleend in overeenstemming met artikel 6 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, de verloven voor opdrachten en terbeschikkingstellingen voor bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs.

**Art. 18.** Jaarlijks wordt een bedrag van minstens 317.000 euro besteed aan de financiering van de Middelencentra. Dit bedrag omvat de werkingskosten, de bezoldiging van elke zaakgelastigde en de bezoldiging van bijkomend personeel. Desgevallend specificeert de Regering de aard van de uitgaven die voor deze financiering in aanmerking komen.

Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de algemene consumentenprijsindex van januari van het voorgaande jaar.

Een derde van dit budget wordt toegewezen aan elk Middelencentrum door aan de Centra die een overeenkomst hebben gesloten zoals vermeld in artikel 15, § 2, te garanderen dat ze een deel van dit derde ontvangen in verhouding tot het aantal leerlingen dat scholen bezoekt die afhangen van de inrichtende macht van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap of van een inrichtende macht die een overeenkomst sloot met ofwel de inrichtende macht van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, ofwel met een van de representatie- of coördinatie-organen.

#### HOOFDSTUK II — *Middelencentra gericht op de verenigingssector*

**Art. 19.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt met “verenigingssector” meer bepaald de volgende sectoren bedoeld: permanente opvoeding, culturele centra, expressie- en creativiteitscentra, jeugdorganisaties en jeugdcentra, openbare leatuurvoorziening, productie-ateliers, sociale cohesie, associatieve radio's, beroepsvorming of buitenschoolse opvang.

**Art. 20.** Na advies van de Hoge Raad erkent de Regering maximaal drie Middelencentra voor media-educatie in de Franse Gemeenschap die op de volledige verenigingssector of een deel daarvan gericht zijn. De Regering kan de organisatie ervan specificeren. Dat een Middelencentrum op een deel van de verenigingssector gericht is, belet niet dat een andere verenigingssector gebruik kan maken van de taken van dat Middelencentrum indien er nog geen Middelencentrum op die sector is gericht.

Deze centra worden erkend voor een periode van vijf jaar, verlengbaar.

**Art. 21.** Om erkend te worden, moet een op de verenigingswereld gericht Middelencentrum aan de volgende criteria voldoen:

1° een rechtspersoon zonder winstoogmerk zijn in de zin van de artikelen 1:2 en 1:3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

2° zijn zetel hebben op het grondgebied van het Franstalige gewest of het tweetalige Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

3° over een erkenning of goedkeuring beschikken of minstens vijf jaar ervaring kunnen aantonen evenals een ondersteunende expertise in minstens een van de volgende sectoren: permanente opvoeding, culturele centra, expressie- en creativiteitscentra, jeugdorganisaties en jeugdcentra, openbare leatuurvoorziening, productie-ateliers, sociale cohesie, associatieve radio's, beroepsvorming of buitenschoolse opvang;

4° op het moment van de aanvraag van de erkenning gedurende ten minste vijf jaar actief zijn op het gebied van media-educatie;

5° zijn algemene visie presenteren van zijn functie in het landschap van media-educatie in de Franse Gemeenschap en een vijfjarenplan voorstellen met een beschrijving van de concrete acties en middelen waarmee de kandidaat van plan is de in artikel 22 bedoelde taak te vervullen;

6° zijn werking ontwikkelen op het volledige in 2° bedoelde grondgebied;

7° een budgettaire planning opstellen voor de projecten die de kandidaat voornemens is uit te voeren;

8° niet als een Middelencentrum onder Hoofdstuk II erkend zijn.

De Regering kan de het eerste lid bedoelde criteria specificeren.

**Art. 22.** § 1. De taak van het in dit hoofdstuk bedoelde Middelencentrum is het ontwerpen, promoten en begeleiden van initiatieven, acties, experimenten, pedagogische hulpmiddelen, onderzoeken of evaluaties die worden toegepast of uitgevoerd op het gebied van media-educatie in de Franse Gemeenschap, bestemd voor de verenigingswereld.

Binnen dit kader zal het Middelencentrum:

1° meewerken aan de uitvoering op het terrein van de beslissingen van de Hoge Raad voor de desbetreffende materies; In dat kader houdt het rekening met de prioriteiten van de Hoge Raad om zijn in artikel 21, 5° bedoelde vijfjarenplan aan te passen.

2° interveniënten opleiden die gespecialiseerd zijn in media-educatie in de verenigingssector;

3° expertise opbouwen in sociaal-educatieve interventie buiten het onderwijs om deze zo dicht mogelijk bij de behoeften van de verenigingssector te brengen;

4° hulpmiddelen ontwikkelen die aangepast zijn aan de behoeften van de verschillende realiteiten van de verenigingssector;

5° bestaande initiatieven in de verenigingswereld structureren en initiatieven in deze sectoren op het gebied van media-educatie emuleren.

§ 2. De erkenning en verlenging van de erkenning van het Middelencentrum gebeurt naar aanleiding van een op de website van de Hoge Raad gepubliceerde oproep tot kandidaturen. De Regering bepaalt de procedure.

**Art. 23.** Het Middelencentrum wordt beoordeeld overeenkomstig de principes van artikel 16, paragrafen 1 en 2, met betrekking tot zijn in artikel 22 bedoelde taak.

Op basis van deze evaluaties zal de Regering de erkenning van het Centrum al dan niet verlengen.

De Regering kan procedureregels vaststellen in aanvulling op de principes bepaald in het eerste en tweede lid.

**Art. 24.** De Regering kan op grond van dit hoofdstuk een subsidie toekennen aan het Middelencentrum. Deze subsidie omvat de werkingskosten, de bezoldiging van elke zaakgelastigde en de bezoldiging van bijkomend personeel. Een derde van dit budget wordt aan elk Middelencentrum toegewezen. Desgevallend specificeert de Regering de aard van de uitgaven die voor deze financiering in aanmerking komen.

In afwijking van het voorgaande lid kan elk aanvragend Centrum dat op een andere manier gefinancierd wordt voor zijn taken als Middelencentrum voor media-educatie geen aanspraak maken op deze subsidie.

Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de algemene consumentenprijsindex van januari van het voorgaande jaar.

#### TITEL IV — BIJZONDERE INITIATIEVEN EN MIDDELEN OP HET GEBIED VAN MEDIA-EDUCATIE IN DE FRANSE GEMEENSCHAP

**Art. 25.** § 1. Elk jaar wordt in de Franse Gemeenschap een media-educatie-initiatief georganiseerd over pers, mediagebruik en informatiepraktijken. Dit initiatief is bedoeld om begunstigden in staat te stellen zich beter via de media te informeren, evenals om de werking van de media die informatie verstrekken, inclusief journalistiek werk, beter te analyseren en te begrijpen.

Het initiatief omvat de gratis verstrekking van nieuwsgelerateerde media-inhoud, geproduceerd en verspreid op een professionele manier, in overeenstemming met de journalistieke ethiek ten behoeve van scholen voor gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs en hoger onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, diensten voor schoolherinschakeling, centra voor hulp in een open omgeving, buitenschoolse opvang, huiswerklessen, alfabetiseringscentra, openbare bibliotheken en verenigingen voor permanente opvoeding actief op het gebied van media-educatie in de Franse Gemeenschap. Het aanbod van media-inhoud houdt rekening met de informatiepraktijken van de doelgroepen.

Onverminderd de behoeften en praktijken van de begunstigden, kiest de operator bij voorkeur voor het gebruik van digitale formaten.

De toegang voor de Franse Gemeenschap tot de informatieve media-inhoud, die gratis ter beschikking wordt gesteld aan de begunstigden, kost maximaal de helft van hun verkoopprijs.

Aanvragen om deel te nemen aan dit initiatief worden zonder discriminatie verwerkt, ongeacht het netwerk, het opleidingsniveau of de geografische locatie van de aanvragende school of welke aanvrager ook. Alle aanvragen moeten vergezeld gaan van een pedagogisch project dat de voorwaarden voor de exploitatie van informatieve media-inhoud presenteert.

Als ze voldoet aan doelstellingen geschikt voor andere doelgroepen op het gebied van media-educatie, wordt het initiatief uitgebreid naar deze doelgroepen, met name in de jeugdsector, zonder benadeling van de prioritairere doelgroepen.

De in het vijfde lid bedoeld aanvragen worden in volgorde van ontvangst verwerkt, tot de financiering is uitgeput.

§ 2. De Regering kan instaan voor de financiering van een digitaal krantenabonnement tegen verlaagde prijs voor elke leerling uit het laatste jaar van het secundair onderwijs. Dit initiatief is bedoeld om adolescenten op een meer systematische manier vertrouwd te maken met informatie opgesteld door professionele journalisten. Die terbeschikkingstelling gebeurt zonder discriminatie, ongeacht het netwerk, het opleidingsniveau of de geografische locatie van de aanvragende school of welke aanvrager ook. De terbeschikkingstelling gaat gepaard met een pedagogisch project dat gebruiksvoorwaarden presenteert voor dat digitale abonnement op het gebied van media-educatie en aangepast pedagogisch materiaal.

§ 3. Na advies van de Hoge Raad, stelt de Regering een operator aan die verantwoordelijk is voor de uitvoering van het in §§ 1 en 2 bedoelde initiatief voor een periode van vijf jaar, verlengbaar. Om te worden aangesteld, moet de operator aan de volgende criteria voldoen:

1° sinds minstens vijf jaar opgericht zijn als vennootschap of vereniging met rechtspersoonlijkheid;

2° zijn zetel hebben op het grondgebied van het Franstalige gewest of het tweetalige Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

3° in het bijzonder doeleinden hebben die verband houden met de productie, ondersteuning of analyse van media die informatie verstrekken;

4° een samenhangend project presenteren dat voldoet aan de doelstellingen voor media-educatie zoals uiteengezet in de eerste paragraaf, overeenstemt met de behoeften aan media-educatie en aantoonst hoe het de doelgroepen in hun diversiteit zal bereiken.

De Regering stelt de procedure vast voor de aanstelling en verlenging van de aanstelling van deze operatoren.

§ 4. Jaarlijks wordt een bedrag van 665.000 euro besteed aan het in § 1 bedoelde initiatief. Het bedrag kan worden verhoogd in geval van een substantiële wijziging in de reikwijdte van het initiatief zoals bepaald in § 1, zesde lid, van dit artikel.

Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de algemene consumentenprijsindex van januari van het voorgaande jaar.

§ 5. De voorwaarden voor de initiatieven bedoeld in §§ 1 en 2 worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd. Daarin wordt meer bepaald rekening gehouden met relevante doelstellingen inzake media-educatie en het onderwijsniveau, en wordt erop toegezien dat het initiatief daadwerkelijk pedagogisch gebruikt wordt in de schoolinstellingen.

§ 6. Een Comité dat in het bijzonder is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Hoge Raad, de Directie Ondersteunende Diensten, elk van de Middelencentra en de door de Regering aangestelde operator, staat in voor de begeleiding van het initiatief beschreven in dit artikel.

§ 7. De operator brengt jaarlijks verslag uit over de uitvoering van de operatie. Dit rapport toont aan dat de operatie aansluit op de doelstellingen ervan. De voorwaarden van dit verslag worden bepaald door de Hoge Raad.

§ 8. In het jaar dat voorafgaat aan de aanstelling of vernieuwing van de operator beoordeelt de Hoge Raad de operatie in het licht van de evolutie in de behoeften aan media-educatie. Het brengt een advies uit aan de Regering.

Indien de in dit artikel geplande operatie samenvalt met een media-educatieprogramma bedoeld in artikel 9 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de steun aan de Franstalige geschreven dagbladders en aan de ontwikkeling van initiatieven van de Franstalige geschreven dagbladders in het schoolmilieu, beoordeelt de Hoge Raad de operatie in zijn geheel en houdt daarbij meer bepaald rekening met alle kredieten die eraan toegekend zijn.

**Art. 26.** § 1. Elk jaar wordt in de Franse Gemeenschap een media-educatie-initiatief georganiseerd dat gericht is op journalistieke praktijken, het informatieproductie- en informatieverwerkingsproces door het gratis bezoek van beroepsjournalisten aan gewone en gespecialiseerde basis- en secundaire scholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, diensten voor schoolherinschakeling, centra voor hulp in een open omgeving, buitenschoolse opvang, huiswerk scholen, alfabetiseringscentra in de Franse Gemeenschap.

Aanvragen om deel te nemen aan dit initiatief worden in volgorde van ontvangst verwerkt, ongeacht het netwerk, het opleidingsniveau of de geografische locatie van de aanvragende schoolinstelling. Aanvragen die niet kunnen worden ingewilligd, worden het volgende jaar met voorrang verwerkt.

Als ze voldoet aan doelstellingen geschikt voor andere doelgroepen die nood hebben aan media-educatie, wordt het initiatief uitgebreid naar deze doelgroepen, met name in de jeugdsector, zonder benadeling van de prioritaire doelgroepen.

§ 2. Na advies van de Hoge Raad, stelt de Regering een operator aan die verantwoordelijk is voor de uitvoering van het in § 1 bedoelde initiatief voor een periode van vijf jaar, verlengbaar. Om te worden aangesteld, moet de operator aan de volgende criteria voldoen:

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk in de zin van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

2° zijn zetel hebben op het grondgebied van het Franstalige gewest of het tweetalige Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

3° zijn activiteiten sinds minstens vijf jaar uitoefenen;

4° beroepsjournalisten op een significante manier vertegenwoordigen;

5° samengesteld zijn uit leden die actief zijn in verschillende media.

De Regering bepaalt de procedure voor de aanstelling en verlenging van de aanstelling.

§ 3. Jaarlijks wordt een bedrag van 99.000 euro besteed aan de organisatie van het in § 1 bedoelde initiatief. Het bedrag kan worden verhoogd in geval van een substantiële wijziging in de reikwijdte van het initiatief zoals bepaald in § 1, derde lid, van dit artikel.

Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de algemene consumentenprijsindex van januari van het voorgaande jaar.

De operator kent journalisten die deelnemen aan het initiatief een vergoeding toe om ten minste hun reiskosten en werktijd te dekken die gelijk is aan de tijd besteed aan het bezoek.

§ 4. De voorwaarden voor de bezoeken door beroepsjournalisten bedoeld in § 1 worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd. Daarin wordt meer bepaald rekening gehouden met relevante doelstellingen inzake media-educatie en het onderwijsniveau, en wordt erop toegezien dat ze daadwerkelijk pedagogisch gebruikt wordt in de schoolinstellingen.

§ 5. Een Comité dat in het bijzonder is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Hoge Raad, de Directie Ondersteunende Diensten, elk van de Middelencentra en de door de Regering aangestelde operator, staat in voor de begeleiding van het initiatief bedoeld in dit artikel.

§ 6. De operator brengt jaarlijks verslag uit over de uitvoering van de operatie. Dit rapport toont aan dat de operatie aansluit op de doelstellingen ervan. De voorwaarden van dit verslag worden bepaald door de Hoge Raad.

§ 7. In het jaar dat voorafgaat aan de aanstelling of vernieuwing van de operator beoordeelt de Hoge Raad de operatie in het licht van de evolutie in de behoeften aan media-educatie. Hij bezorgt zijn analyse aan de Regering.

**Art. 27.** § 1. Elk jaar wordt een cultureel media-educatief initiatief georganiseerd, gericht op de analyse van audiovisuele werken, meer bepaald via de programmering van films tegen verlaagde prijzen in bioscopen bestemd voor leerlingen uit schoolinstellingen van het gewone en gespecialiseerde basis- en secundaire onderwijs, en de productie en gratis distributie van pedagogische media-educatieve hulpmiddelen om deze films te begeleiden.

Aanvragen om deel te nemen aan dit initiatief worden in volgorde van ontvangst gerangschikt en verwerkt, ongeacht het netwerk, het opleidingsniveau of de geografische locatie van de aanvragende schoolinstelling. Aanvragen die niet kunnen worden ingewilligd, worden het volgende jaar met voorrang gerangschikt en verwerkt.

Als ze voldoet aan doelstellingen geschikt voor andere doelgroepen die nood hebben aan media-educatie, wordt het initiatief uitgebreid naar deze doelgroepen, met name voor huiswerkscholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en de jeugdsector, zonder benadeling van de prioritaire doelgroepen.

§ 2. Na advies van de Hoge Raad, stelt de Regering een operator aan die verantwoordelijk is voor de uitvoering van het in § 1 bedoelde initiatief voor een periode van vijf jaar, verlengbaar. Om te worden aangesteld, moet de operator aan de volgende criteria voldoen:

1° een rechtspersoon zonder winstoogmerk zijn in de zin van de artikelen 1:2 en 1:3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

2° zijn zetel hebben op het grondgebied van het Franstalige gewest of het tweetalige Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

3° zijn activiteiten sinds minstens vijf jaar uitoefenen;

4° in geschikte plaatsen en op regelmatige wijze films programmeren die van pedagogisch belang zijn op het vlak van media-educatie, met name vanuit thematisch, technisch of esthetisch standpunt;

5° activiteiten hebben die, rechtstreeks of in partnerschap, het grondgebied van het Franstalige gewest en het tweetalige Brusselse Hoofdstedelijke Gewest bestrijken;

6° ervaring en expertise aantonen in het ontwerpen van pedagogische hulpmiddelen met betrekking tot audiovisuele werken geschikt voor een schoolpubliek.

De Regering bepaalt de procedure voor de aanstelling en verlenging van de aanstelling.

§ 3. Jaarlijks wordt een bedrag van 150.000 euro besteed aan de organisatie van het initiatief. Het bedrag kan worden verhoogd in geval van een substantiële wijziging in de reikwijdte van het initiatief zoals bepaald in § 1, derde lid, van dit artikel.

Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de algemene consumentenprijsindex van januari van het voorgaande jaar.

§ 4. De voorwaarden voor het initiatief bedoeld in § 1 worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd. Daarin wordt meer bepaald rekening gehouden met relevante doelstellingen inzake media-educatie en het onderwijsniveau, en wordt erop toegezien dat ze daadwerkelijk pedagogisch gebruikt wordt in de schoolinstellingen.

§ 5. Een Comité dat in het bijzonder is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Hoge Raad, de Directie Ondersteunende Diensten, elk van de Middelen centra en de door de Regering aangestelde operator, staat in voor de begeleiding van het initiatief bedoeld in dit artikel.

§ 6. De operator brengt jaarlijks verslag uit over de uitvoering van de operatie. Dit rapport toont aan dat de operatie aansluit op de doelstellingen ervan. De voorwaarden van dit verslag worden bepaald door de Hoge Raad.

§ 7. In het jaar dat voorafgaat aan de aanstelling of vernieuwing van de operator beoordeelt de Hoge Raad de operatie in het licht van de evolutie in de behoeften aan media-educatie. Hij bezorgt zijn analyse aan de Regering.

**Art. 28.** § 1. Een bedrag van 20.000 euro wordt besteed aan de jaarlijkse organisatie in de Franse Gemeenschap van een media-educatie-initiatief met betrekking tot de ondersteuning van lokale schoolprojecten rond media-educatie georganiseerd voor leerlingen van het basisonderwijs en secundair onderwijs door een of meer schoolinstellingen in de Franse Gemeenschap.

De eerste helft van dit bedrag wordt besteed aan schoolinstellingen van het basisonderwijs en de tweede helft aan schoolinstellingen van het secundaire onderwijs.

De bedragen worden aan de begunstigden toegekend per schijf van maximaal 2.000 euro.

De Hoge Raad specificceert, met name op zijn website, de criteria voor de selectie van instellingen en projecten die een subsidie zullen ontvangen.

Deze bedragen worden jaarlijks geïndexeerd op basis van de algemene consumentenprijsindex van januari van het voorgaande jaar.

§ 2. De Hoge Raad is verantwoordelijk voor de organisatie en het beheer van de in § 1 bedoelde operatie.

De raad zal jaarlijks alle schoolinstellingen van het gewone en gespecialiseerde basis- en secundaire onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap aanschrijven via een oproep tot lokale schoolprojecten voor media-educatie en, op grond van de projecten die hij in dat kader ontvangt en uiterlijk tegen 31 oktober van elk jaar, bezorgt hij de minister verantwoordelijk voor verplicht onderwijs een selectie van vijf tot vijftien lokale schoolprojecten, net als een voorstel van verdeling tussen deze laatste van de in § 1 voorziene middelen.

De Hoge Raad voegt een omstandig advies toe over deze selectie en over dit voorstel voor de verdeling van de middelen voorzien in § 1.

Op basis daarvan wijst de Regering de in § 1 voorziene middelen toe aan de verschillende geselecteerde scholen.

§ 3. De Hoge Raad stelt de selectie van de in § 2 bedoelde lokale schoolprojecten over media-educatie op volgens deze criteria:

- 1° de betrokkenheid van de deelnemers, met name de mate van betrokkenheid en participatie van leerlingen en leerkrachten bij het project en de daarin ontwikkelde activiteiten;
- 2° de mate van voorbereiding van het project, de kwaliteit van de doelstellingen en de gebruikte methoden;
- 3° het pedagogische gebruik van het project en de samenhang ervan met de gemeenschappelijke onderwijsreferentiekaders, alsook de integratie van de 3 dimensies van media-educatie;
- 4° de coherentie van de gevraagde financiële middelen met de duurzaamheid en doelstellingen van het project;
- 5° de originaliteit van het project;
- 6° de coherentie met de doelstellingen van de media-educatie;
- 7° de coherentie met het voorgestelde thema.

§ 4. Om ontvankelijk te zijn en door de Hoge Raad onderzocht te worden, moet het project:

- 1° aan de Hoge Raad worden toegezonden in naleving van de vormen, voorwaarden en planning die hij daartoe opstelt;
- 2° onder andere een nauwkeurige beschrijving van het media-educatieproject en een gedetailleerde geraamde begroting omvatten;
- 3° goedgekeurd zijn door het hoofd van de instelling voor wat betreft het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en door de inrichtende macht voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 5. Er wordt een Comité opgericht dat met name bestaat uit vertegenwoordigers van de Hoge Raad, de Directie Ondersteunende diensten en elk van de Middelen centra om de begeleiding van dit initiatief te verzekeren.

§ 6. De begunstigde verstrekt de documenten die het gebruik van de subsidie rechtvaardigen, evenals een pedagogisch verslag over de uitvoering van het project. Dit rapport wordt openbaar gemaakt en is een leermiddel voor andere leerkrachten. De voorwaarden van dit verslag worden bepaald door de Hoge Raad.

**Art. 29.** § 1. De Hoge Raad organiseert jaarlijks een projectoproep rond media-educatie bestemd voor specifieke doelgroepen en sociale, culturele en educatieve sectoren. Jaarlijks wordt een bedrag van 500.000 euro besteed aan deze projectoproep. Het wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de algemene consumentenprijsindex van januari van het voorgaande jaar. Een deel van deze bedragen, met een maximum van 40%, kan worden besteed aan de in artikel 30 bedoelde meerjarige subsidies.

De subsidies worden toegekend door de Regering, op voorstel van de Hoge Raad.

Het bedrag van elk van de subsidies ligt tussen 5.000 en 50.000 euro. Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de algemene consumentenprijsindex van januari van het voorgaande jaar.

§ 2. Om van de projectoproepen gebruik te kunnen maken, moet de aanvrager:

- 1° een rechtspersoon zonder winstoogmerk zijn in de zin van de artikelen 1:2 en 1:3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;
- 2° zijn zetel hebben op het grondgebied van het Franstalige gewest of het tweetalige Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;
- 3° ervaring en expertise kunnen aantonen in een van de volgende sectoren: permanente opvoeding, culturele centra, jeugdorganisaties en jeugdcentra, openbare leetuurvoorziening, productie-ateliers, sociale cohesie, associatieve radio's, beroepsvorming of niet-verplicht onderwijs.

De aanvrager moet niet door de Franse Gemeenschap in enige hoedanigheid erkend zijn;

4° een beschrijving geven van het project waarvoor de subsidie wordt aangevraagd. Hij moet met name de doelgroepen beschrijven;

5° een geraamde begroting opstellen met betrekking tot dit project, waaronder meer bepaald een beschrijving van de andere publieke en private financiële steun die werd gevraagd en/of verkregen voor het betrokken project op het ogenblik van de indiening van de aanvraag.

§ 3. De Hoge Raad brengt een met redenen omkleed advies uit over de geschiktheid van het verlenen van steun aan het project en het bedrag ervan.

De Hoge Raad houdt daartoe rekening met de specificiteit van de aanvrager en baseert zich op de volgende beoordelingscriteria:

- 1° de kwaliteit en originaliteit van het project op het gebied van media-educatie;
- 2° de mate van voorbereiding van het project, de kwaliteit van de doelstellingen en de gebruikte methoden, evenals de overweging van de gelijkheids- en diversiteitsdimensie van het project;
- 3° de overeenstemming tussen het project en de voorwaarden, meer bepaald budgettaire, voor de uitvoering ervan;
- 4° de inkadering van het project op het gebied van onderwijs, media en cultuur ontwikkeld in de Franse Gemeenschap.

§ 4. Zodra het project is voltooid, dient de begunstigde van een subsidie een activiteitenverslag in bij de Hoge Raad. De voorwaarden van dit verslag worden bepaald door de Hoge Raad.

Dient hij dat verslag niet in, dan kan de begunstigde geen aanspraak maken op enige andere subsidie.

§ 5. De Regering bepaalt de aanvullende procedurevoorwaarden. In overleg met de Hoge Raad kan de Regering de in paragraaf 3 bedoelde selectiecriteria preciseren en prioritaire thema's naargelang van het jaar vaststellen.

**Art. 30.** § 1. Draggers van projecten gesubsidieerd krachtens artikel 29 kunnen een meerjarige subsidie aanvragen om hun project voort te zetten voor een periode van drie bijkomende jaren, indien dat project van groot belang is voor het media-educatiebeleid van de Franse Gemeenschap.

De projectdrager moet dat aanvragen uiterlijk op 30 juni van het jaar waarin zijn eenjarige subsidie ingaat. De aanvraag moet een projectevolutieplan over drie jaar voorstellen.

§ 2. De Hoge Raad brengt een met redenen omkleed advies uit over het project. Daartoe bepaalt hij of het project in kwestie kan worden beschouwd als een project van groot belang voor het media-educatiebeleid in de Franse Gemeenschap. De Hoge Raad spreekt zich ook uit over het door de projectdrager gevraagde bedrag.

Om als dusdanig beschouwd te worden, baseert de Hoge Raad zich op de criteria bedoeld in artikel 29, paragraaf 3. In tegenstelling tot artikel 29 is het in het kader van dit artikel echter van belang dat het project excelleert in het licht van die criteria.

In het evolutieplan moeten ook de redenen toegelicht worden die een mogelijke evolutie van het project naar een meerjarige erkenning in het kader van dit artikel rechtvaardigen. Het project moet een blijvende en significante impact op het media-educatiebeleid aantonen aan de hand van gekwantificeerde doelstellingen van de bereikte activiteiten en doelgroepen. Deze gegevens moeten gestaafd worden met afdoende bewijsstukken.

§ 3. Naar aanleiding van het met redenen omklede advies van de Hoge Raad beslist de Regering over het al dan niet toekennen van de meerjarensubsidie.

Daartoe sluiten de projectdragers een overeenkomst met de Regering, waarin met name de taken, doelstellingen en voorwaarden voor het overleg met de Hoge Raad en de verschillende actoren van de media-educatie worden gespecificeerd.

De overeenkomst bevat minstens de volgende elementen:

1° de beschrijving van het project en de gestelde doelen;

2° de ingangsdatum en vervaldatum;

3° in voorkomend geval, de voorwaarden voor de opvolging van het project door het bestuur en de Hoge Raad.

§ 4. Aan het einde van elk verstreken boekjaar bezorgt de begunstigde de Directie Ondersteunende diensten een jaarverslag met daarin minstens de volgende elementen:

1° een stand van zaken van het project;

2° het gebruik van de subsidie en de begrotingsvooruitzichten voor de resterende jaren;

3° de uitvoeringsgraad van het evolutieplan.

§ 5. Maximaal zes begunstigden kunnen een subsidie genieten krachtens dit artikel.

Het bedrag van elk van de subsidies ligt tussen 10.000 en 50.000 euro.

Deze bedragen worden jaarlijks geïndexeerd op basis van de algemene consumentenprijsindex van januari van het voorgaande jaar.

§ 6. De Regering bepaalt de aanvullende procedurevoorwaarden. In overleg met de Hoge Raad kan de Regering de in paragraaf 2 bedoelde selectiecriteria vaststellen.

**Art. 31.** De Hoge Raad stelt een projectoproep op die gericht is op de ontwikkeling van activiteiten die moeten bijdragen aan de bewustmakings- en promotieweek gewijd aan media-educatie bedoeld in artikel 4, 2°. Jaarlijks wordt een bedrag van minstens 60.000 euro besteed aan de organisatie van deze projectoproep. Het wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de algemene consumentenprijsindex van januari van het voorgaande jaar.

De Regering bepaalt de voorwaarden.

**Art. 32.** De in deze Titel bedoelde bijzondere initiatieven inzake media-educatie in de Franse Gemeenschap worden voor alle doelgroepen van de Franse Gemeenschap georganiseerd, zonder discriminatie.

#### TITEL V — WIJZIGINGSBEPALINGEN

**Art. 33.** In artikel 1.3-1, 7° van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten worden de woorden "de Hoge raad voor Opvoeding tot de media ingesteld door het decreet van 5 juni 2008 houdende oprichting van de Hoge raad voor opvoeding tot de media die de ontwikkeling van initiatieven en bijzondere middelen op dit gebied in de Franse Gemeenschap verzekert" vervangen door de woorden "De Hoge Raad voor de Opvoeding tot de Media zoals georganiseerd door de regelgeving betreffende de media-educatie".

**Art. 34.** In artikel 1, 16° van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de steun aan de Franstalige geschreven dagbladers en aan de ontwikkeling van initiatieven van de Franstalige geschreven dagbladers in het schoolmilieu worden de woorden "de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media zoals georganiseerd bij het decreet houdende oprichting van de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media en tot ontwikkeling van bijzondere initiatieven en middelen ter zake in de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "de Hoge Raad voor Opvoeding tot de media zoals georganiseerd door de regelgeving betreffende media-educatie".

**Art. 35.** Artikel 3a van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continuée" voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door de volgende bepaling: "Artikel 3bis. "De inrichtende macht kan het centrum de uitoefening toevertrouwen van taken die gebruikelijk aan het Middelen centrum voor media-educatie worden toevertrouwd."

#### TITEL VI — OPHEFFINGS- OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

**Art. 36.** De erkenningen en financieringen toegekend krachtens de artikelen 20, 26, 27 en 28 van het decreet van 5 juni 2008 houdende oprichting van de Hoge raad voor opvoeding tot de media die de ontwikkeling van initiatieven en bijzondere middelen op dit gebied in de Franse Gemeenschap verzekert, en die eindigen op 31 december 2023, worden verlengd voor een periode van één jaar.

**Art. 37.** Dit decreet zal in de loop van het jaar 2029 en vervolgens om de vijf jaar worden geëvalueerd. De Regering legt de voorwaarden voor die evaluatie vast.

**Art. 38.** De reglementaire bepalingen aangenomen door de Regering krachtens het decreet van 5 juni 2008 houdende oprichting van de Hoge raad voor opvoeding tot de media die de ontwikkeling van initiatieven en bijzondere middelen op dit gebied in de Franse Gemeenschap verzekert blijven van kracht zolang ze niet door de Regering werden opgeheven of gewijzigd.

**Art. 39.** Alvorens de beslissingen tot erkenning van de Middelen centra voorzien in de artikelen 13, eerste lid, en 20, eerste lid worden genomen door de Regering, zijn de leden van de Hoge Raad bedoeld in artikel 5, § 2, eerste lid, r), van het decreet, voor de toepassing van dit decreet, de vertegenwoordigers van elk Middelen centrum bedoeld in

artikel 8, § 2, eerste lid, *t*), van het decreet van 5 juni 2008 houdende oprichting van de Hoge raad voor opvoeding tot de media die de ontwikkeling van initiatieven en bijzondere middelen op dit gebied in de Franse Gemeenschap verzekert.

**Art. 40.** Het decreet van 5 juni 2008 houdende oprichting van de Hoge raad voor opvoeding tot de media die de ontwikkeling van initiatieven en bijzondere middelen op dit gebied in de Franse Gemeenschap verzekert wordt opgeheven.

**Art. 41.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025, met uitzondering van artikel 36 dat effect sorteert per 31 december 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2024.

De Minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen  
en belast met het toezicht op Wallonië-Brussel Onderwijs,  
F. DAERDEN

De Vicepresident en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

(1) Zitting 2023-2024

*Bescheiden van het Parlement.* – Ontwerp van decreet, nr. 701-1 – Verslag van de commissie, nr. 701-2 – Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 701-3

*Integraal verslag.* – Bespreking en aanneming - Zitting van 25 april 2024.

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/006628]

### 16 MAI 2024. — Décret modifiant le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination est complété d'un point 7<sup>o</sup> formulé comme suit :

« 7<sup>o</sup> La directive 2023/970 (UE) du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 visant à renforcer l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes pour un même travail ou un travail de même valeur par la transparence des rémunérations et les mécanismes d'application du droit. »

**Art. 2.** Au sein de l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> Le point 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit « 3<sup>o</sup> le sexe, la grossesse, la procréation médicalement assistée, l'accouchement, l'allaitement, la maternité, les responsabilités familiales, l'identité de genre, l'expression de genre, les caractéristiques sexuelles et la transition médicale ou sociale » ;

2<sup>o</sup> Le point 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit « 4<sup>o</sup> l'état civil, la naissance, la fortune, la condition et l'origine sociale, la conviction politique ou syndicale, la langue, l'état de santé, une caractéristique physique ou génétique » ;

3<sup>o</sup> Le même article est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ces critères protégés peuvent être réels ou supposés, octroyés en propre ou par association, pris seuls ou en combinaison. »

**Art. 3.** À l'article 3, 1<sup>o</sup>, du même décret, les mots « le sexe et les critères assimilés que sont la grossesse, l'accouchement, la maternité, le changement de sexe, l'identité de genre et l'expression de genre, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction politique, la langue, l'état de santé actuel ou futur, une caractéristique physique ou génétique, l'origine sociale ou la conviction syndicale » sont remplacés par « le sexe, la grossesse, la procréation médicalement assistée, l'accouchement, l'allaitement, la maternité, les responsabilités familiales, l'identité de genre, l'expression de genre, les caractéristiques sexuelles et la transition médicale ou sociale ; l'état civil, la naissance, les responsabilités familiales, la fortune, la condition et l'origine sociale, la conviction politique ou syndicale, la langue, l'état de santé, une caractéristique physique ou génétique ».

**Art. 4.** Aux articles 10, 21, 31 et 37 du même décret, après les mots « le sexe » sont insérés les mots « la grossesse, la procréation médicalement assistée, l'accouchement, l'allaitement, la maternité, les responsabilités familiales, l'identité de genre, l'expression de genre, les caractéristiques sexuelles et la transition médicale ou sociale ».

**Art. 5.** Aux articles 3, 9<sup>o</sup>, et 5, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, du même décret, les mots « personne handicapée » sont remplacés par « personne en situation de handicap ».

**Art. 6.** Aux articles 3, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup>, 5, 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 22, alinéa 1<sup>er</sup>, 26, alinéa 1<sup>er</sup>, 29, alinéa 1<sup>er</sup>, 42, alinéa 1<sup>er</sup>, 52, 55, 56, alinéa 2, les mots « de l'un des critères » sont chaque fois remplacés par les mots « d'un ou plusieurs des critères ».